

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 15 - DIM. 16 - LUN. 17 AVRIL 1978 - N° 679

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636 73 76 - 1,70 F

Un barreau de plus à la cage allemande

On ne compte plus les lois répressives que la démocratie musclée ouest-allemande accumule depuis plusieurs années. La dernière en date, adoptée jeudi par le Parlement, concerne à la fois les pouvoirs de police et les droits de la défense.

D'une part, les perquisitions seront désormais autorisées de jour comme de nuit ; elles pourront concerner l'ensemble d'un immeuble où est situé un appartement suspecté par la police ; ainsi, des militants politiques pourront voir les flics débarquer chez eux sous le prétexte invérifiable que leur voisin consomme de la drogue.

D'autre part, les avocats pourront désormais être exclus des procès sous le simple prétexte qu'il pèse sur eux un soupçon de «complicité» avec leurs clients. Avec le procès contre les avocats Groenewold et Croissant, cette question des droits de la défense est une des plus graves actuellement chez nos voisins.

LE RACISME DU POUVOIR

- Le Puy : expulsions de manifestants anti-Barre
- Gennevilliers : Latifa Smihi fait reculer la préfecture

Le 9 mars dernier, Barre avait l'intention de tenir un meeting électoral au Puy. 2 000 manifestants lui disent ce qu'ils pensent de sa politique. Leur détermination est telle qu'elle contraint le meilleur économiste de France à entrer dans la salle par une fenêtre...

A la sortie, des projectiles commencent à voler en direction du premier minis-

tre. Une voiture est atteinte. Barre fait arrêter des manifestants, au hasard ; ils seront inculpés. Jeudi dernier, une jeune espagnole, Gloria Aznard, 21 ans, résidant en France depuis 15 ans était arrêtée et gardée à vue. Plusieurs travailleurs algériens étaient dans la même situation.

Une autre affaire non moins scandaleuse dont

nous avons déjà souvent parlé a connu des rebondissements jeudi. Il s'agit de la grève de la faim entamée à Gennevilliers le 2 avril par Latifa Smihi contre l'expulsion de son mari en octobre dernier. Celui-ci, rappelons-le, était accusé de soutenir le Front Polisario. Au 12^e jour de la grève, la Préfecture a fait savoir que la mesure avait été rapportée depuis le 2 mars, un mois avant le début de la grève de la faim ! Est-ce la vérité ou la Préfecture fait-elle courir ce bruit pour masquer son recul et ne pas perdre la face ? Dans les deux hypothèses, on a un exemple saisissant du mépris dans lequel ce régime tente de maintenir la couche immigrée de la classe ouvrière.

Ajouté à la vengeance mesquine de Barre, à la «surveillance rapprochée» des manifestations et aux atteintes au droit d'affichage, cela fait beaucoup !

Menaces d'intervention française à Beyrouth



Les combats semblaient s'être calmés, au moins pour un temps, vendredi matin à Beyrouth, après l'intervention de l'armée syrienne contre les isolationnistes. Mais une déclaration inquiétante du leader fasciste Chamoun demandait l'intervention de forces internationales dans tout le pays. Un complot

ne serait-il pas tramé pour faire intervenir l'armée française, non seulement au Sud, mais également à Beyrouth ? Ce pourrait être un des objectifs poursuivis par la droite en relançant les combats de la semaine dernière.

(Lire en page 5)

Le pétrole pompé est rejeté à la mer

Naufrage d'un pétrolier danois

Mais pourquoi donc les soldats et les jeunes pompent-ils sur les côtes bretonnes ? Un cargo danois, qui transportait mille quatre cents tonnes de pétrole de l'Amoco Cadiz, a fait naufrage vendredi matin au large de l'Aber Wrac'h. Explication : la cargaison était mal arrimée... ! La veille, le vent avait déjà repoussé sur la côte de nouvelles nappes issues de l'Amoco Cadiz, polluant les zones déjà nettoyées et d'autres secteurs au sud de Portsall.

(Lire en dernière page)

Chômage : la marée montante

Officiellement en un an, le nombre de chômeurs a augmenté de 6,8% ! Comparativement au mois de février et compte tenu de ces fameuses variations saisonnières, véritable bouteille d'encre jetée sur les chiffres, le nombre de chômeurs a augmenté de 2,7% ! Quand on sait à quel point les chiffres officiels masquent la réalité, on mesure l'incapacité totale de ce régime à combattre un mal qu'il secrète.

Froid : ne vous laissez pas faire !

Oui, il fait exceptionnellement froid ! Ce que ne disent généralement pas les médias, c'est que si votre propriétaire coupait le chauffage le 15 comme il en a l'habitude, la loi ne lui en fait aucune obligation.

Par ailleurs, on apprend que les loyers ou les charges des immeubles vont très souvent augmenter. La hausse de ces dernières contrairement à celle des loyers n'est légale dans les immeubles d'avant 1948 que si cela s'accompagne d'une amélioration du confort. Ne nous laissons pas faire !

Hospitaliers : contacts pour étendre la lutte

Tandis que le ministère fait silence sur la grève qui se poursuit dans plusieurs hôpitaux, les travailleurs concernés envisagent de nouvelles initiatives de lutte. Ils ont pris contact avec d'autres hôpitaux qui ont les mêmes revendications.

(Lire en page 2)

Les auditeurs censurés sur Radio-France

A Radio-France, pour l'émission d'Anne Gaillard, les auditeurs ont la parole... Oui, mais un manifestant réprimé par la police s'est entendu dire au téléphone qu'il n'aurait pas la parole, parce que l'émission est censurée.

U.O.P.D.P.

Réunion du C.I.N.

APRÈS LES ÉLECTIONS LA VOIE DE LA LUTTE

Lire en pages centrales

LUTTES OUVRIERES

Journée «d'action» de la confédération CGT sur les foyers Sonacotra

ENCORE LA RÉCUPÉRATION !

«Exploités à l'usine, exploités au foyer, tel est le lot quotidien des travailleurs immigrés». Ainsi débute l'article que consacre cette semaine la *Vie Ouvrière*, hebdomadaire de la CGT, aux travailleurs immigrés des foyers Sonacotra et quelques autres. Il est rare que la direction cégétiste parle des foyers Sonacotra, sinon pour calomnier la lutte qu'y mènent les résidents depuis trois ans...

Et si elle le fait avec un peu plus de retenue depuis un an, c'est bien parce que les résidents, toujours plus nombreux, rejoignent la lutte, et se reconnaissent dans le comité de coordination, qui a fait depuis longtemps la preuve de sa représentativité.

Mais cette discrétion, on l'a vu en 1977, cachait aussi l'adoption par la direction CGT, d'une nouvelle tactique plus pernicieuse : essayer en douceur de prendre la place du comité de coordination et de conclure sur son dos et celui des résidents un accord bidon qui n'a rien à voir avec leurs exigences.

L'article de *La vie ouvrière* va tout à fait dans le sens de cette récupération et montre que la direction confédérale n'a pas renoncé, malgré ses échecs successifs, à ses projets. «Depuis plusieurs années déjà, est-il dit, de nombreuses luttes se déroulent dans un très grand nombre de foyers.» Mais particulièrement pernicieuse, la direction confédérale nie que c'est la lutte d'ensemble, unie, de tous les foyers qui a permis d'obtenir par exemple l'annulation de l'arrêté d'expulsion envers 16 résidents. Ce qui revient à nier du même coup l'existence de l'artisan de cette lutte unifiée qu'est

le comité de coordination.

Selon la direction CGT, ce serait simplement «certaines» luttes qui auraient permis d'imposer certains reculs, des luttes menées par la CGT, tente de prouver l'article. En ce qui concerne la principale victoire, — le retour des expulsés —, la direction CGT n'amène aucune preuve et pour cause. La seule «victoire» dont elle se targue est la baisse du loyer dans le foyer Sonacotra de Guyancourt. C'est maigre et on aimerait bien avoir des précisions.

Mais pour la direction confédérale, nier que le mouvement dans les foyers soit coordonné, affirmer donc que les luttes des foyers sont dispersées, raison pour lesquelles la lutte n'a pas encore abouti selon elle, est bien pratique, puisque cela lui permet d'affirmer ensuite qu'il faut... unir ces luttes !

Que n'y a-t-elle pensé plus tôt ?

Et l'on voit tout de suite où la direction veut en venir : «Ces luttes éparses se devaient de déboucher sur une initiative d'envergure nationale. Ce sera l'objectif de la semaine d'action du 24 au 28 avril. Avec la CGT, ils (les résidents) pourront faire entendre leurs voix...»

Semaine d'action avec, comme point culminant, la signature de pétitions nationales qui seront remises en délégation aux préfetures, sous-préfetures, associations gérantes de foyers, etc. |

La direction cégétiste se moque des résidents des foyers qui mènent, dans des conditions difficiles, la lutte depuis trois ans ! Mais que ce mode d'action original ne soit pas susceptible de faire céder la direction de la Sonacotra, ne semble pas être son souci premier, puisqu'elle oublie de parler du départ des gérants racistes, de la suppression des règlements intérieurs répressifs, de la reconnaissance du comité de coordination, se contentant de parler d'un *prix du loyer négocié* et d'un *élargissement des libertés individuelles et collectives*, autrement dit de la mise en place de comités «représentatifs» chapeautés par elle !

Richard FEUILLET

La lutte des hospitaliers

VERS UNE COORDINATION ET UN DURCISSEMENT DU MOUVEMENT



A la manifestation de mardi

La relance d'une nouvelle campagne anti-tabac serait actuellement le principal souci de Simone Veil, selon «France-Inter». Et c'est vrai que le plus grand mutisme est la règle autour des luttes dans les hôpitaux, tant au niveau gouvernemental que dans la presse. Mais après deux mois de lutte pour certains, les hospitaliers ne semblent pas décidés à céder sur leurs principales revendications : augmentation de salaires, paiement des 13 heures, embauche importante de personnel. Le mouvement semble au contraire faire tâche d'huile : des contacts sont pris entre les hôpitaux qui tous se retrouvent dans les revendications avancées : il semble bien que Marseille, Toulouse, Lyon, Caen, Rennes soient prêts à se mettre en grève. Quant aux hôpitaux déjà en lutte, qui avaient re-

conduit leur mouvement jusqu'à vendredi, ils se proposent d'impulser de nouvelles formes de lutte : Orléans, par exemple, a décidé, pour populariser sa grève, d'intervenir samedi à l'inauguration de la foire-exposition, ce qui aura certainement pour effet de faire fuir le ministre annoncé ; à Fleury-Aubrais, c'est le principe d'une grève sans sécurité qui devait être adopté, c'est-à-dire que la direction serait obligée de réquisitionner le personnel à son domicile.

La volonté des hospitaliers d'organiser la coordination de leurs différentes luttes semble donc se dégager clairement, conscients que la construction d'un rapport de force au niveau national est non seulement possible mais sera aussi la meilleure garantie de succès.

A l'huilerie Lesieur (Martigues)

GREVE POUR LES SALAIRES, LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET L'EMBAUCHE

● L'huilerie Lesieur de Croix-Sainte, près de Martigues emploie 233 salariés qui travaillent au raffinage, en feux continus, fabriquent les bouteilles en plastique et conditionnent les huiles qui sont expédiées ensuite jusqu'à Lyon, Perpignan et même en Océanie. Ils se sont mis en grève pour l'augmentation de leurs salaires, contre les cadences accélérées, contre les conditions d'hygiène déplorables : dans les caves, certains égouts sont à ciel ouvert ! Ils s'opposent également au refus de la direction d'embaucher les intérimaires dont certains sont là depuis 2 ans.

Tandis que les ouvriers de l'usine Lesieur de Dunkerque reprenaient le travail mercredi en envisageant de mener d'autres formes d'action, comme par exemple la grève tournante, ceux de Croix-Sainte reconduisent chaque jour leur grève dans les locaux de l'usine. Le texte qui suit est un récapitulatif de leur lutte qu'ils ont écrit collectivement et qui nous a été communiqué par un de leurs délégués CGT.

De notre correspondant à Marseille

Tout a commencé le 14 mars à Dunkerque, par une grève des caristes : coefficient actuel 155, coefficient revendiqué 170. Profitant de la situation à Dunkerque, le 22 mars, nous nous lançons nous aussi dans l'action pour les mêmes revendications : classification, 5^e semaine de congés payés, l'embauche, les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité. Après 5 h de travail, nous en ressortons avec une proposition de l'employeur sur le transport, c'est-à-dire qu'il est d'accord pour négocier sur la base de 80 %. Pour les autres revendications, telles que les conditions de travail, les respects des droits syndicaux, l'employeur est bien obligé d'abdiquer. Le mardi 11

avril, après une assemblée générale, une partie des grévistes décide de rentrer dans l'usine à 8 h. L'employeur avait envoyé l'huilier le matin, et le soir à 18 h nous recevions les convocations pour les référés en justice. Le mercredi 12, en réunion, avec l'employeur, nous apprenons que 3 camarades avaient trois jours de mise à pied. Compte tenu des positions de la direction locale qui refuse de négocier sous prétexte qu'elle n'est pas compétente et que les problèmes de coefficient, 5^e semaine, 13^e mois, relèvent du niveau du siège social, nous avons demandé une réunion paritaire et ce avec les trois syndicats, CGT, CFDT et

FO. La CFDT en grève avec nous le lundi 10, reprend le travail le mercredi 12, c'est-à-dire environ 20 travailleurs du raffinage qui ont obtenu un accord sur les feux continus, car ils n'avaient même pas de calendrier de leurs jours de travail. La CGT a toujours été absente dans l'action sauf pour les négociations où alors là, on les avus arriver, FO a eu la même position et la même attitude que la CGT.

Dernière minute : Jeudi 13 avril, après un vote à bulletins secrets, les travailleurs ont décidé de continuer l'action et de rentrer tous les matins dans l'usine.

AMCA
(PYRÉNÉES
ATLANTIQUES)
LES GRÉVISTES
LOCK-DUTÉS !

Les travailleurs de l'entreprise AMCA (Lacq service) à Artix, dans les Pyrénées Atlantiques, occupent leurs locaux de travail depuis une semaine. Les grévistes réclament le retour aux quarante heures de travail hebdomadaires sans diminution de salaire, le relèvement des plus bas salaires, ainsi qu'une augmentation uniforme de 240 F pour tous. La direction qui refuse toute négociation vient de lock-outer les grévistes au nombre de 200. Les travailleurs continuent leur mouvement.

La contestation au PCF

FRANCE NOUVELLE
ET LA NOUVELLE CRITIQUE
PRENNENT POSITION

L'ensemble de la rédaction de la *Nouvelle Critique* Maurice Goldring dans *Témoignage chrétien* et Jean Ellenstein dans le *Monde* continuent à alimenter la polémique au sein du PCF. L'importance des militants concernés prouve s'il en était besoin que la contestation touche différents degrés de l'appareil du PCF. Les critiques — traditionnelles — sur l'absence de démocratie trouvent dans les textes de ces derniers jours un développement

Dans La Nouvelle Critique...

Le numéro d'avril de *La Nouvelle Critique*, mensuel du PCF, prétend lui aussi apporter sa pierre au «débat». Toute l'équipe de rédaction s'y livre en effet à des réflexions critiques sur la pratique du PCF et l'image qu'il a donnée de lui pendant la campagne.

François Hincker, rédacteur en chef, pose la question de la publicité du débat et, à travers elle, celle de la relation entretenue par le PCF avec les masses : «*Les questions essentielles ne sont-elles pas... le passage de la conception des rapports parti-masses seulement dans les termes de convictions et d'éducation, à partir d'une politique élaborée comme un tout, à une conception où intervient en troisième terme la contribution des masses à l'élaboration de la politique communiste.*»

François Hincker se réclame de la ligne du 22^e congrès pour souligner la nécessité d'être plus atten-

tif aux idées produites extérieurement au PCF, affirmant qu'«*une telle crise (de société) fait naître dans les lieux et chez les gens les plus inattendus (...) les éléments d'un changement où s'affirmera l'hégémonie de la classe ouvrière.*»

De son côté, Francis Cohen, directeur de la revue, regrette que le caractère personnalisé de la campagne, centrée principalement autour de Marchais, ait «*semblé justifier l'idée d'un parti totalitaire et hiérarchisé*», idée qui serait au rebours de ce que cette image représentait pour les militants. Il souligne par ailleurs le fait que l'affaire du chifrage a été présentée comme une affaire de spécialistes et pose la question : «*La démocratie est-elle ici de s'en remettre aux techniciens ?*»

Quant à France Vernier, membre du conseil de rédaction, elle met en cause le manque de «*dia-*

nouveau : l'image du PCF parti ou la démocratie est tronquée ne rendrait-elle pas plus fondamentalement à un certain type de société non-démocratique ? L'idée n'est certes qu'effleurée, mais elle peut faire son chemin : ces derniers mois, Marchais et la direction du PCF ont donné une image rébarbative du PCF aux masses. Image faussée, disent les rédacteurs de la *Nouvelle critique*. Image du capitalisme d'Etat, dirons-nous.

lectique» dans l'attitude du PCF vis-à-vis du PS, qu'elle résume ainsi : «*l'emporter ou céder*». Elle accuse certains «*aspects gauchistes*» dans la campagne, de même que «*l'irresponsable*

querelle de responsabilités à laquelle nous nous prions vis-à-vis du parti socialiste» qui, affirme-t-elle, n'a «*trahi*» que l'«*image que nous nous étions fabriquée de lui.*»

... Et dans France Nouvelle

Maurice Goldring, rédacteur à *France Nouvelle*, se confesse dans *Témoignage chrétien*. Sur l'essentiel, il ne conteste pas la ligne de son parti, se réclamant avec force du 22^e Congrès, trouvant juste sur le fond les critiques portées au PS depuis septembre. Il fait cependant des critiques sur certains points. Tout d'abord, le PCF fait toujours peur à l'électorat, et les causes ne peuvent être des «*difficultés externes*» telles que les attaques de la droite.

La polémique contre le PS fut, selon lui, «*incompréhensible pour la masse des gens et pour une partie des communistes. Nous sommes passés de la sérénité à l'énervement, de*

l'analyse politique à la simplification.»

Il critique également les thèmes de la campagne sur la pauvreté qui «*ont été entendus comme excluant de fait tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans le mot, c'est-à-dire beaucoup de monde.*»

Enfin, il réclame plus de démocratie dans le fonctionnement interne du PCF ainsi que dans ses rapports avec les masses, écrivant que «*tout mode de gouvernement, tout mode de fonctionnement qui donne la possibilité aux dirigeants de court-circuiter la démocratie, les expose à un moment ou à un autre à utiliser cette possibilité.*»

Et de conclure que «*le débat doit être public.*»

La répression des manifestations
et la censure à la radio

Un témoignage

J'ai fait partie de la centaine de personnes (hommes exclusivement semble-t-il) qui ont été interpellées rue de Flandre, à l'angle de la rue du Maroc ou à la sortie des métros. Après une fouille sévère, nous avons tout d'abord été gardés dans les cars sur les lieux

mêmes de notre interpellation. Là, j'ai pu observer la grande détermination qui animait tous les gars face aux flics. Ensuite, nous avons été emmenés à Vincennes où nous sommes passés par la «chaîne» du fichage (photo etc.). Les fiches remplies par les RG mentionnaient toutes :

Ext. Gauche. Nous avons été relâchés tard dans la soirée. Ce fait, devenu presque banal, bien qu'il montre une fois de plus le renforcement de la répression face au mouvement de masse indépendant des partis bourgeois, se double d'un deuxième :

Ce matin, *Radio-France*

programmait l'émission d'Anne Gaillard avec comme invité le directeur général de la police : thème : les Français et «leur» police. L'auditeur était invité à donner son témoignage. C'est ce que j'entrepris de faire, par curiosité. On me répondit et me demanda quel est mon témoignage ; je le donne. C'est alors que le gars que j'avais au bout du fil, se présentant comme le producteur de l'émission, visiblement révolté (?) m'explique que l'émission est censurée, qu'elle est destinée à remonter l'image de marque de la police, qu'il trouve ça dégueulasse, mais que mon appel ne sera sans doute pas retenu. Ce qui fut le cas. Il me précisa qu'il avait reçu des centaines d'appels du même genre, mais qu'aucun n'était passé !

Lorsque je lui demandai d'où venait la censure, il me répondit que ce n'était pas difficile à deviner dans une radio d'Etat. Je ne sais si les syndicats de journalistes auront eu vent de cette histoire et s'ils réagiront, mais je pense utile de vous transmettre ces informations.

Un lecteur

Nouvel état-major
pour le RPR

Le RPR se réorganise. Mercredi, sa direction a publié le nouvel organigramme. Les présidents des deux groupes parlementaires RPR siègeront au côté de Chirac. Par ailleurs, Alain Devaquet qui remplace Monod — démissionnaire au lendemain des législatives — aura comme collaborateurs Pasqua, Guéna et de la Charrière.

Le plus significatif est que tous les collaborateurs de Monod ont disparu sur la liste des conseillers. Cela confirme pleinement que Monod n'est pas parti

«conformément à ce qui avait été prévu dès la fondation du RPR» mais suite à des désaccords politiques. Le fond de ces désaccords est resté secret pour le moment et nul ne parvient à savoir exactement de quoi il retourne. Tout au plus le bruit court qu'il y aurait eu une mauvaise entente entre lui et le reste de l'Etat major. A moins que ce soit sur la question du financement du RPR que portaient les divergences. En tout cas, force est de constater que depuis le départ d'Anne Marie Dupuy, proche de Monod, c'est Guéna en personne

(le n° 2 du RPR) qui a pris la trésorerie en main. On signale aussi le départ de Grossmann qui entretenait d'excellentes relations avec le démissionnaire. Messmer non plus ne fera pas partie de la nouvelle équipe. Ne serait-il pas suffisamment hostile à Giscard ? Enfin, et c'est un peu la plus grande nouvelle de ces réformes au sommet : Marie France Garaud n'a plus de fonction officielle, mais on ne peut dire pour le moment, si elle quitte la direction du RPR où si elle se contente de retourner d'où elle vient : les coulisses.

Contradictions
dans le Ceres

Selon *Le Monde*, lors de la réunion du CERES, qui s'est tenue il y a bientôt quinze jours à Créteil, Gérard Desseigne, membre du secrétariat fédéral des Yvelines et responsable national des groupes entreprises dans la métallurgie aurait mis en cause le fonctionnement du CERES. Il aurait notamment critiqué «*le culte de la personnalité des dirigeants historiques*». Cette critique n'est pas sans justifications ; malheureusement, ce n'est pas là la principale critique à leur adresse !

Cantonale annulée

Le tribunal administratif vient d'annuler la cantonale partielle qui s'était déroulée les 12 et 19 février dernier dans le canton de Vincennes-Fontenay. Par ailleurs, le tribunal de grande instance désignera une personne pour surveiller le déroulement du scrutin. Le PCF avait été accusé d'avoir bourré les urnes et le PS de s'être désisté pour la droite...

Antenne 2 censuré ?

Dans le courant de l'automne 1977, Antenne 2 envisageait de traiter du commerce des armes aux Dossiers de l'Écran : les participants au débat dûment désignés, l'émission fut programmée le 8 novembre. Elle fut ensuite repoussée au 6 décembre puis au 31 janvier, puis au 28 mars... Et rien n'est passé. Aucune date nouvelle n'a été fixée. Faut-il préciser que parmi les invités au débat, il y avait (aussi) des gens qui avaient des révélations à faire contre les trafiquants d'armes. Ceci explique sans doute cela.

Maire cherche
«un compromis»

Edmond Maire devait être reçu vendredi par Barre succédant, ainsi à Bergeron. La veille dans une interview à *La Croix*, il donnait l'esprit dans lequel il se rendait à Matignon : «*Nous croyons que même avec une politique économique peu changée, des possibilités économiques existent. C'est à nous de faire que ces possibilités soient exploitées à fond. Il ne faut jamais voir le changement comme un tout ou rien.*» Maire s'explique plus à fond : «*Si on nie même la nécessité du compromis entre des forces ayant des objectifs différents ou opposés, alors on n'est plus un mouvement syndical, on devient une force qui se replie dans une dénonciation inefficace.*»

Certes les compromis sont nécessaires mais pas avant même d'engager la lutte. Cette instance de Maire à parler de compromis avant même d'avoir rassemblé un rapport de force digne de ce nom est vraiment suspecte et ne présage rien de bon de l'entrevue avec le Premier ministre.

Mitterrand : le «défi»
du PCF

Dans une lettre adressée aux militants du Parti socialiste, le premier secrétaire affirme deux choses : d'une part, il faut «*préserver le choix de l'Union de la gauche*» ; d'autre part, le PS doit «*répondre au double défi qui lui est lancé, d'un côté par la conjonction de la droite et de l'impérialisme, et de l'autre, au-delà du Parti communiste français, par la société communiste internationale*» : ainsi PCF et PS se lancent mutuellement à la figure leurs attaques internationales respectives. La capacité de l'Union de la gauche à faire illusion n'est décidément pas près d'être rétablie.

EUTHANASIE
LÉGALE ?

Le sénateur Gaillavet vient de déposer un projet de loi aux termes duquel, sur demande des malades incurables, il serait permis aux médecins d'interrompre les traitements qui les maintiennent en vie. Un

débat qui va encore certainement tenir la place dans les moyens d'informations.

SNCF : GREVE

Grève hier sur le réseau Nord SNCF : les trains de banlieue de ce réseau, en région parisienne, ont été largement perturbés.

Demande de contact
avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19.

De Moscou à Prague où les condamnations pleuvent

CE N'EST PAS DU SOCIALISME, C'EST DU FASCISME

Tout en développant la subversion à l'extérieur contre la souveraineté des peuples, en particulier sur le continent africain, et en accélérant ses préparatifs de guerre en Europe, mais aussi en Asie où Brejnev vient d'inspecter les troupes soviétiques massées le long de la frontière chinoise, le Kremlin renforce la dictature à l'intérieur.

Ceci se fait actuellement sans réaction notable des Occidentaux qui observent, sans lui opposer de résistance effective, la poussée soviétique en de nombreux points du globe et ne font guère preuve de fermeté pour la question des Droits de l'Homme non plus, bien que Carter ait voulu précédemment l'exploiter, à seule fin bien sûr d'en faire un cheval de bataille dans la rivalité américaine avec l'URSS.

D'ailleurs, on s'en souvient, malgré des échanges assez durs au cours de la Conférence de Belgrade, celle-ci s'est achevée par l'adoption d'un document final taisant toute référence à cette question des Droits de l'Homme. C'est donc en bénéficiant, de fait, du silence bienveillant des Occidentaux, que les régimes révisionnistes est-européens se livrent aujourd'hui à une répression systématique des dissidents.

EN URSS

En un mois, ce sont 18 années et demie de détention en camps et dix années d'exil qui ont été prononcées contre les seuls membres du «groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki en URSS». Le 14 mars, Cyrille Podrabinek le frère d'Alexandre, qui avait transmis l'an dernier à l'ouest un dossier sur l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en URSS, a été condamné, près de Moscou, à deux ans et demi de

camps sous prétexte de la présence d'une arme dans un appartement perquisitionné par le KGB. Le 20 mars, c'est Grigori Goldstein, membre géorgien du «Groupe de surveillance», qui était condamné à Tbilissi à un an de camp. Motif : après avoir été licencié en 71 après une demande d'émigration, il n'avait pu retrouver de travail et était de ce fait catalogué comme «associal».

Le 6 avril, Piotr Vins, membre du «Groupe ukrainien de surveillance», a été condamné à Kiev à un an de camp pour le même motif.

Le 30 mars, Miroslav Marinovitch et Nicolas Matusevitch, du «groupe ukrainien» également, ont été condamnés respectivement à 7 ans de camp et 5 ans d'exil. Quant à Alexandre Guinzbourg, Youri Orlov et Anatole Tchcharanski, dont les procès doivent s'ouvrir incessamment, ils risquent chacun au moins 10 ans de détention en camps à régime sévère, pour «calomnies et propagande anti-soviétiques».

C'est pour fuir cet univers carcéral que Antonina Agapova, âgée de 69 ans, voulait quitter l'URSS avec sa belle-fille Lioudmila et sa petite-fille Lilia, pour rejoindre son fils Valentin en Suède où il était installé depuis 74. C'est à la suite de l'échec d'une tentative de fuite et d'un nouveau refus opposé par les autorités soviétiques à sa demande de visa de sortie qu'Antonina a tenté de se suicider lundi dernier en absorbant de l'acide, dans les locaux du service des passeports : elle est aujourd'hui dans un état grave.

EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Malgré la répression qui sévit contre les signataires de la «Charte 77», trois nouveaux porte-parole ont accepté d'être dési-

gnés tandis que de nouveaux documents sur les violations des Droits de l'Homme en Tchécoslovaquie continuent d'être publiés et de circuler clandestinement à l'initiative de

signataires de la «Charte». Dans une lettre ouverte à Husak, chef du parti et de l'Etat tchécoslovaque, les porte-parole de la «Charte 77» viennent de réclamer l'amnistie pour le

chanteur pop Ivan Jirous, arrêté et jugé pour «insulte envers l'autorité de l'Etat», il risque deux ans et demi de prison, pour avoir en octobre dernier, appelé «vache bourgeoise», un responsable des JC, au cours d'une exposition de peinture. La même lettre évoque aussi le cas de l'ouvrier Gustav Vlasaty, condamné à vingt mois de

prison parce qu'il avait affiché sa feuille de paie près d'un extrait du *Rude Pravo*, l'organe officiel qui annonçait une augmentation de salaire ! A Prague, contester la version officielle des faits est un crime. Les quelques exemples cités ici témoignent d'une réalité devenue quotidienne.

REVISIONNISME A L'ESPAGNOLE

Une préparation bien agitée du prochain congrès du Parti de Carrillo (2)

● *Après avoir abandonné la référence à la dictature du prolétariat, puis au centralisme démocratique, le PCE veut à présent en finir avec la référence au léninisme. Dans les documents préparatoires au prochain Congrès d'avril, la thèse 15 affirme notamment : «Il est inconcevable de conserver l'idée que le*

léninisme est le marxisme de notre époque». Cela signifie chez les tenants espagnols de «l'euro-révisionnisme», l'abandon toujours plus marqué de toute référence, même formelle, au marxisme-léninisme, sous couvert d'adopter une dénomination plus «adaptée», celle de «marxisme-révolutionnaire».

Sous couvert d'une querelle de mots, il s'agit de sanctionner dans les textes du PCE sa politique ouvertement bourgeoise, comme en témoigne son appui à la politique d'austérité, à travers le pacte de la Moncloa, et de donner des gages d'autonomie face aux «dogmatiques» du Kremlin.

LES MÉTHODES DE MARCHAIS

En France, Marchais avait annoncé à la télévision l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, avant que les militants du PCF en aient «décidé» en Congrès. A Madrid, Carrillo a, lui aussi, sa méthode bien à lui. Savez-vous comment les militants du PCE ont appris la nouvelle de l'abandon du léninisme par «leur» parti ? Par les déclarations de Santiago Carrillo, lors de son voyage aux Etats-Unis en novembre dernier. Il y a de quoi être choqué : «Ce n'est pas en un mois qu'on peut se débarrasser de 57 ans d'histoire», a déclaré récemment un dirigeant asturien du PCE. De fait, les dissensions internes se sont approfondies dans la dernière période : le PCE est la résultante de strates diverses d'adhérents. L'unification n'est guère réalisée entre les vieux militants d'avant guerre civils, ceux des années 60, entrés au moment de l'essor des Commissions Ouvrières, et la nouvelle vague, issue de la légalisation. Depuis bientôt 2 ans, la direction du PCE répète qu'il faut «démocratiser le parti» et accuse la clandestinité de toutes les «carences» du fonctionnement. En réalité, le PCE offre le contraste d'une assez grande liberté de discussion à la base, au niveau des «agrupaciones» (équivalent de sections sur des bases géographiques) et d'une très grande concentration du pouvoir entre les mains du groupe de Carrillo. Entre les deux, le courant ne passe que dans un sens. Les orientations de la ligne politique, la signature du Pacte de la Moncloa, l'abandon du léninisme sont discutés à posteriori, sans que d'ailleurs ces discussions aient la moindre incidence sur les choix politiques.

L'AGGRAVATION DES DIVERGENCES

A l'heure actuelle, des tensions de nature diverse se font jour. Dans

le PC d'Euskadi, les divergences portent sur la tactique aux prochaines municipales : deux courants, «historique» et nationaliste s'opposent ouvertement. Le courant nationaliste envisage de créer un parti socialiste unifié d'Euskadi, à l'image du PSUC en Catalogne. Ce courant parle de «revers» à propos des derniers résultats électoraux. Le courant «historique» lui, essaie de s'appuyer sur la direction madrilène. Les contradictions sont encore plus vives dans les Asturies. Là, les militants de base ont fait savoir, par la presse, qu'ils désavoueraient à la fois la direction madrilène et celle de la région. Lors de la dernière assemblée régionale, Carrillo est allé en personne à Oviedo pour imposer le maintien de ses hommes. La base critique les méthodes personnelles et bureaucratiques de Carrillo et de son groupe. Elle exige notamment la démission de Dolores Ibarruri («La Pasionaria»).

Par ailleurs, d'autres voix, cette fois à la direction régionale, souhaitent un resserrement des liens avec les pays de l'Est. Des problèmes sont également apparus en Galice, où le secrétaire régional, Santiago Alvarez, s'évertue à expliquer qu'«il n'y a jamais eu, à (sa) connaissance, aucun parti qui ait réalisé son congrès de manière aussi transparente, aussi démocratique». La preuve, dit-il, tous les partis politiques espagnols ont pu y assister ! En fait, la multiplication de ces forces centrifuges est un signe, entre autres, de la dégénérescence du PCE. Le groupe dirigeant actuel, autour de Carrillo, espère éliminer ces problèmes à la faveur du prochain Congrès qui a déjà été retardé une fois... pour des raisons de locaux !

LA «NOUVELLE FORMATION POLITIQUE»

Ouvrément, par ailleurs, ce groupe propose de remplacer la conception de parti d'avant-garde

par celle de «nouvelle formation politique» dans laquelle participeraient les partis favorables au «socialisme», les syndicats, les mouvements de coopérative et les autres associations socio-politiques. Cette formation «respecterait la personnalité, l'indépendance et la philosophie de chacune de ses composantes». Ce projet aura du mal à voir le jour quand on connaît les méthodes actuelles et anciennes du groupe de Carrillo : dans un livre récent, un ancien membre du bureau politique du PCE, Georges Lemprun, raconte que Carrillo, pour asseoir ses positions, n'a pas hésité à violer des engagements pris, à exclure des opposants, et même à recourir à des éliminations physiques. Sur ces points, Carrillo ne s'est jamais risqué à un démenti, et il a constamment affirmé qu'il n'avait pas lu le livre ! Ainsi, cette soi-disant ouverture du parti révisionniste pourrait signifier si elle se réalisait, à la fois un contrôle accru sur les organisations de masse (syndicats, associations de quartier etc.), et une absorption déguisée d'un certain nombre de partis. Ces conceptions, liées au projet politique du PCE, loin d'être «démocratiques» sont au contraire très inquiétantes pour l'avenir de l'autonomie d'organisation de la classe ouvrière en Espagne.

Helène VARJAC

ERRATUM :

Plusieurs erreurs se sont glissées dans notre article d'hier. Il fallait lire évidemment :

— Les accords de la Moncloa : appelés encore Pacte de la Moncloa, du nom du palais présidentiel où les partis de droite et de gauche, unanimes, les ont signés, l'an dernier.

— C'est sur ceux qui se présentent comme «léninistes», en contradiction avec le secrétaire général Carrillo, que Moscou peut espérer s'appuyer pour infléchir les actuelles options internationales du PCE.

«Les Cubains ont entrepris une véritable recolonisation de l'Angola»

Déclare le F.N.L.A.

Deux représentants du FNLA, que dirige Roberto Holden, et qui reçoit une aide importante de l'impérialisme américain, ont déclaré mercredi, à Washington, que «les Cubains procèdent actuellement à une véritable colonisation de l'Angola». Ils ont affirmé que pour contrôler le pays, les Cubains «recourent aux mêmes méthodes et tactiques que les Portugais jadis, telle que la création de villages stratégiques fortifiés, l'emploi du napalm et l'empoisonnement des rivières». Parlant du départ de près de deux millions d'Angolais vers l'étranger, les deux représentants du FNLA ont affirmé que sur les anciennes plantations portugaises, les Cubains seraient en train d'installer de vastes colonies agricoles, où les Noirs fourniraient une main-d'œuvre très durement exploitée.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18^e. Tél : 607.23.75.

L'ÉCHEC DE LA GAUCHE

Ce n'est pas l'échec des travailleurs

La droite a échappé à la défaite. La gauche a échoué, une fois de plus. Ces élections, qu'on nous faisait attendre, depuis des mois, comme le moyen d'en sortir, n'ont rien changé. En apparence, et pourtant...

Les choses peuvent maintenant devenir plus claires. En bonne logique capitaliste Barre N° 3 succède à Barre N° 2. Maintenant qu'ils ont réussi à conserver une majorité de sièges à l'Assemblée, ils croient pouvoir continuer de plus belle et avoir les coudées plus franches pour nous imposer une aggravation de leur politique d'austérité, de chômage et de répression.

Déjà, ils ont programmé de nouvelles vagues de suppressions d'emploi, dans la sidérurgie, le textile, l'administration. Une augmentation de moitié, dans les mois qui viennent, de la masse, sans précédent, des chômeurs.

Déjà, ils ont programmé, pour récupérer par avance les quelques miettes sociales qu'ils vont distribuer, tout un train de hausses des prix.

Malgré les sourires de Madame Veil, c'est la dégradation de nos conditions de vie, de travail et de santé qui va se poursuivre.

Ils ont commencé, avec la marée noire, et ils vont continuer de plus belle, avec Giraud, patron de l'électronucléaire et ministre de l'Industrie, leur politique criminelle, au nom du profit, de saccage et d'irresponsabilité.

Ce qui s'annonce, on l'a vu à l'œuvre contre les manifestations de Brest, la manifestation des jeunes à Paris, c'est une répression accrue, une intimidation policière constante face aux mouvements de lutte.

Croient-ils que nous allons encore supporter des mois et des années durant de payer la crise ?

L'échec de la gauche aux élections, ce n'est pas la défaite des travailleurs, c'est l'échec du PS et du PCF.

Aujourd'hui, le Programme commun est mort. L'Union de la gauche, nous avons vu ce que c'était, le 13 mars : un accord électoral de façade, où avec le plus grand mépris pour les électeurs, chacun cherche à utiliser son rival pour se hisser au pouvoir. Au bout de quelques mois, que serait-il advenu d'un tel gouvernement de désunion de la gauche ?

Marchais exigeait davantage de ministres PCF, davantage de sociétés à nationaliser où placer ses hommes, pour imposer son modèle étatique et bureaucratique de capitalisme. Mitterrand et Rocard, voulaient avoir les mains libres pour se débarrasser du PCF le moment venu.

Aujourd'hui, ils n'ont plus aucune perspective, même illusoire, à proposer. Les événements confirment ce que nous disions avant les élections.

Suite page 2

Réunion du Comité d'Initiative National DE NOUVELLES PERSPECTIVES

● Après les élections, la voie de la lutte

La réunion du Comité d'Initiative National de l'UOPDP, du dimanche 9 avril, a commencé par une analyse de la situation politique nationale après les élections. Elle a été suivie d'un débat constructif.

Le rapport introductif à la discussion a rappelé brièvement les points principaux de la situation d'après mars :

— Avant les élections l'accent était surtout mis sur le danger que représentait le projet capitaliste bureaucratique d'État du PCF, et aussi sur les menaces du RPR de Chirac. Après les élections, c'est la déception chez un grand nombre de travailleurs, du fait que les mêmes soient encore en place.

— La remise en cause des partis de «gauche», la recherche par les travailleurs d'une autre stratégie. La situation est favorable, le terrain est fertile, pour apporter les explications nécessaires sur l'échec de la stratégie de l'«Union de la gauche». C'est notamment là-dessus qu'il faut intervenir et être à l'offensive.

— Les travailleurs n'attendront pas les prochaines élections (les présidentielles de 1981) pour se lancer dans des luttes, pour faire aboutir leurs revendications. Même si cela ne se fait pas dans les jours qui viennent, vu la démobilisation prônée par les partis de «gauche» et les directions syndicales.

— Le gouvernement Barre III, c'est la continuation de l'austérité et il doit être perçu comme une machine de guerre pour faire payer la crise aux travailleurs. C'est notamment la continuation de la restructuration de l'économie française et tout ce que ça entraîne : nouvelle vague de licenciements (sidérurgie, textile, etc).

LES PRINCIPAUX POINTS DU DÉBAT

Un point est revenu souvent dans la discussion, c'est que le nombre de

travailleurs sont déçus, ils ne sont pas pour autant découragés.

BEAUCOUP D'INTERROGATIONS

Jusqu'au premier tour (le 12 mars), les illusions sur la gauche ont tenu, mais maintenant, les partis en question ne peuvent plus les maintenir. La situation est différente, il n'y a plus de réflexions et d'illusions du genre : «Laissons-les faire leurs preuves».

Le slogan du PCF : «Le PS a viré à droite» n'est pas une révélation pour les travailleurs. Déjà il y a eu un nombre très significatif de travailleurs et même de paysans qui ont voté pour ce qu'ils considéraient comme «l'extrême-gauche», parce qu'ils ne font plus confiance à la gauche. La confiance envers eux s'est effritée. Il y a des réactions du genre : «Ils se sont foutus de notre gueule». Un certain nombre d'entre eux demandent à discuter avec nous car il y a beaucoup d'interrogations. Par exemple : «Qu'est-ce que cherchent les directions syndicales ?» qui vont parader à l'Élysée. La question de la lutte est posée, car les travailleurs ne veulent pas partir seuls et se demandent comment faire. Ils veulent des perspectives concrètes. Ils comptent sur nous pour apporter un certain nombre de réponses.

Ceci d'autant plus qu'il semble qu'il va y avoir une forte accentuation de la répression : le procès de la Shell contre l'union des consommateurs, le quadrillage provocateur des flics dans toutes les récentes manifestations, donnent un aperçu de la température.

LES DIRECTIONS SYNDICALES TEMPORISENT

La politique cynique (du patronat entre autres) de plus en plus ouverte, augure de ce qui va se passer, si les travailleurs ne prennent pas en mains leurs propres affaires. Des nouvelles luttes ont démarré aussitôt après les élections.

Les directions syndicales ne sont pas fières. Alors que dans certains endroits, ils avaient dit qu'il y aurait (au lendemain du 19 mars) débat à chaud sur les résultats des élections, ils ne l'ont pas fait. Ils font le mort !

Les directions confédérales temporisent. La direction du PCF enterme tout, cette fois sans «Programme commun» et prétend qu'il faut poursuivre le débat idéologique : en fait, ça va prendre un certain temps de passer de l'illusion sur l'Union de la gauche à une tactique de lutte qui soit claire, qui s'oppose à la ligne des directions confédérales.

DANS LES CAMPAGNES

Pour des paysans, (dans l'Yonne), il y a débat sur la question : «**Syndicat traditionnel ou syndicat de lutte de classe ?**». Les partis de gauche n'ont pas pénétré chez les paysans comme dans la classe ouvrière. De plus, on a été les seuls à parler de la paysannerie pauvre, des préoccupations des petits paysans.

A noter que, contrairement à ce qui se passe dans les grandes villes, dans les campagnes, les professions de foi sont très lues.

ÊTRE OFFENSIF DANS LES DISCUSSIONS

Dans ce contexte, il a été jugé important de retourner dans les bourgades, pour discuter avec les gens (c'est souvent là que les scores ont été les plus élevés) : «*Les autres n'iront pas, ils n'ont rien à dire. Par contre, nous n'avons pas à rougir d'un mot de ce que nous avons dit, car nous n'avons jamais caché la vérité.*»

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

Suite de la une

Tirons les leçons de ces cinq années

Maintenant que les élections sont passées, tirons ensemble le bilan, travailleurs, militants syndicaux, et militants de base du PCF, petits paysans et militants de ces nouveaux secteurs de lutte : écologistes, militants des mouvements régionaux, de femmes, de quartiers.

Organisons des réunions communes pour apprécier le Programme commun, aujourd'hui défunt, qui a contribué à saboter nos luttes.

Pendant cinq ans, la bourgeoisie accélérera la politique de crise, de chômage, d'austérité ; la petite paysannerie voyait s'accroître sa dépendance des firmes capitalistes, et le mouvement de sa disparition. La bourgeoisie se lançait dans un programme électro-nucléaire irresponsable. Les entreprises capitalistes pressées par la crise, ravagent la nature et notre santé pour pouvoir conserver et augmenter leurs profits.

Pendant ces cinq années, aucune riposte d'ampleur n'a pu être organisée. Chaque fois que les ouvriers s'engageaient résolument dans la lutte, chaque fois que les petits paysans se révoltaient massivement, chaque fois qu'il a fallu organiser une riposte énergique contre l'assassinat d'un ouvrier, d'un travailleur immigré, d'un petit paysan ou d'un militant écologiste, à chacune de ces grandes luttes, ces gens-là, nous rabâchaient la même chose.

«Vous avez raison, on vous comprend, mais pour lutter efficacement, ne cédez pas à la provocation, retournez au travail et votez pour nous, on s'occupe de tout !»

Leur mot d'ordre inlassable, *«Attendez 73, attendez 74, attendez 78, et maintenant attendez 81 si ce n'est pas 83»* a conduit à isoler, morceler, étouffer chacune de nos luttes, et tout ça pour rien.

Ces gens-là, portent sur leurs épaules de très lourdes responsabilités, trop lourdes pour que nous ne cherchions pas à nous regrouper, et à nous organiser de façon autonome, pour échapper au contrôle étouffant qu'ils chercheront à nouveau à nous imposer.

Une seule voie : la lutte !

L'amertume des résultats des élections, s'estompant progressivement, les travailleurs et avec eux d'autres couches de notre peuple ne subiront pas éternellement cette politique qui reste la même, le Programme commun ne sera plus là pour peser de tout son poids néfaste, les luttes repartiront.

Seule cette voie est payante, comme l'ont montré les mouvements de 1936 et 68, où ce sont les occupations d'usines qui ont fait plier le patronat et le gouvernement.

Ces luttes à venir, il nous faut les préparer

Il nous faut dans les entreprises, à nouveau nous saisir des acquis des années de luttes précédentes où la démocratie ouvrière et la démocratie syndicale ont permis de mobiliser de façon dynamique les travailleurs et les militants dans les comités de grève, l'occupation des usines, la coordination des luttes. Il nous faudra à nouveau, par ces méthodes démocratiques, faire reculer la manipulation des partis de gauche qui rendent nos luttes inefficaces ou, qui ne permettent pas de faire céder le patronat et le gouvernement.

Il nous faut, travailleurs, préparer des luttes qui payent.

Unir les forces de tous ceux qui combattent la politique de crise et les fausses solutions des partis de gauche

Rassemblons nous, travailleurs, petits paysans, militants écologistes, régionaux, groupes femmes ou de quartiers, pour construire un mouvement qui échappe à ces partis de gauche, qui nous mènent chaque fois dans des voies sans issue, et pour donner au combat de tous, un sens plus large, une remise en cause plus complète et plus profonde de ce système et nous donner ensemble, des moyens efficaces pour la battre, et construire ensuite le socialisme.

Rassembler aujourd'hui des forces éparpillées pour donner demain toute leur portée politique aux luttes, voilà le sens du combat actuel de l'UOPDP.

Venez en discuter avec ses militants, pour engager en commun les actions qui vont dans ce sens.

Préparons-nous à la lutte !

(Tract national de l'UOPDP)

● Tirer le bilan des élections

● Se préparer à la lutte

Des bilans des comités et de leurs perspectives aujourd'hui, s'est dégagé un bilan d'ensemble positif. Alors que l'Union s'est créée au début de cette année, elle est parvenue à développer une intense activité de propagande, elle s'est fait connaître de dizaines de milliers de travailleurs, à travers le pays, elle s'est renforcée et a effectué un premier regroupement de forces, y compris de travailleurs qui s'engageaient pour la première fois dans le combat politique.

Certes des inégalités existent dans le développement des comités soit qu'ils aient été constitués, pour les uns, plus tardivement, soit qu'ils aient, parfois, sous-estimé la nécessité de multiplier les contacts et les discussions politiques pour parvenir, dès le départ à une assise plus large.

De toutes façons, se dégage clairement pour la plupart, la nécessité de poursuivre leur activité dans la situation nouvelle qui fait suite aux élections et qui apparaît comme favorable pour le développement de l'Union.

Nous avons été les seuls à dire la vérité sur l'Union de la gauche. Beaucoup de travailleurs s'en souviendront. Nous avons propagé que, quels que soient les résultats des élections, il fallait se préparer à la lutte, et s'organiser de façon autonome pour la lutte. Avec la faillite des partis de gauche, cette question est en train nécessairement de se poser, aussi bien parmi les syndicalistes que parmi les nouveaux secteurs de lutte qui sont apparus (groupes femmes, courants écologistes, associations de quartier et de défense du cadre de vie).

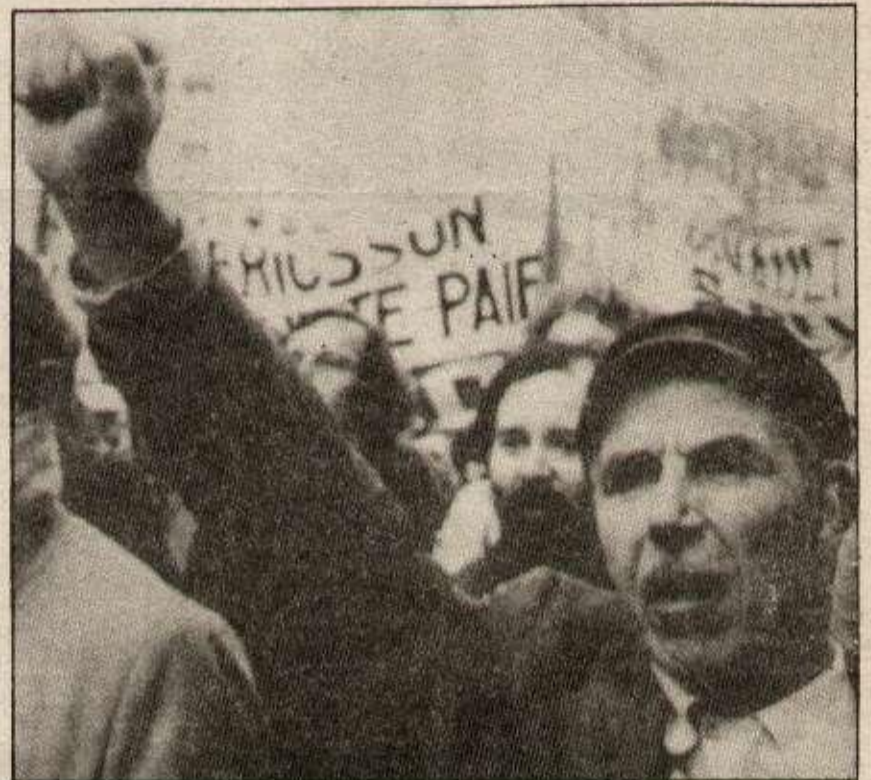
Dans la période précédente, il s'agissait de faire face au double danger de l'après mars 1978 : risque d'une tentative d'instauration de capitalisme d'Etat et risque d'une contre-offensive des forces les plus réactionnaires. Ce double danger est pour le moment écarté.

Mener le débat politique

Aujourd'hui, le problème clef qui est à résoudre, c'est quel doit être le rôle de l'Union, quelles sont ses tâches spécifiques pour contribuer à rassembler ces forces, à préparer la riposte à la politique de crise, le passage à l'offensive.

Il faut bien définir les rapports de l'Union avec les organisations de masse, les organisations de lutte déjà existantes. En aucun cas, il ne s'agit de se substituer à elles, pas plus qu'aux syndicats, ni de prétendre les concurrencer en voulant créer des organisations parallèles, sur les mêmes objectifs. Cela n'a jamais été notre démarche. Au contraire, les meilleures perspectives existent, là où les comités, dès avant les élections, ont noué des liens, participé à des actions et engagé la discussion avec ces organisations.

L'Union a un rôle politique à jouer : il est essentiel de tirer largement le bilan politique de ces élections, d'examiner ensemble les composantes nouvelles de la situation avec tous les syndicalistes, toutes les organisations de masse, qui ne faisaient guère ou pas du tout confiance à la gauche, avec tous ceux qui nous ont écouté sans vouloir encore, avant les élections, s'engager avec nous. Il est essentiel que l'Union joue un rôle actif dans la



clarification et l'unification politiques de tout ce potentiel de lutte. C'est une condition indispensable, pour que, dans les luttes à venir s'affirme une orientation révolutionnaire, autonome du réformisme et de l'influence du PCF, et que le développement de la lutte de classe impose des reculs significatifs à la bourgeoisie au pouvoir.

La fonction politique de l'UOPDP ne lui donne pas, pour autant, la fonction d'un parti politique, d'un parti révolutionnaire. Les bases politiques de l'Union visent à regrouper les forces opposées au capitalisme et se démarquant de l'emprise des partis de gauche. Et ces bases politiques, du point de vue de l'idéologie, de la précision de la ligne politique et des rapports d'organisation, n'impliquent pas le degré d'accord et de cohésion qui sont le propre des partis politiques.

Unir pour la lutte

Ce rôle d'unification politique est inséparable d'un rôle d'initiative pour favoriser le rapprochement, le débat et la coordination entre les différents secteurs de masse — et donc la définition d'objectifs de lutte et d'initiatives concrètes à mettre en œuvre. Nous devons aider à ce que se créent ces lieux de rencontres et de débats, ces regroupements et ces pôles tournés vers la lutte. Les comités de l'Union doivent jouer en ce sens, un rôle de centres d'initiative largement ouverts sur les courants de lutte qui se manifestent, et y prenant part activement. Ce rôle de l'Union a commencé à apparaître assez nettement avec la mobilisation en cours contre les responsables de la marée noire : des comités anti-marée noire se sont constitués. Il n'est pas question de chercher à créer une autre forme d'organisation sur cet objectif. Par contre, les militants de l'UOPDP y participent, contribuent à y affirmer un point de vue clair, à faire en ce sens, des propositions pour préciser les mots d'ordre, les cibles d'action, les initiatives concrètes à prendre, à créer de nouveaux comités anti-marée noire, tout en diffusant, de façon autonome, et à élargir à de nouveaux travailleurs nos explications et nos propositions.

Pour consolider et développer l'UOPDP et qu'elle remplisse pleinement ses tâches, il est indispensable de développer la vie politique et le débat démocratique dans les comités. Les travailleurs, souvent déjà engagés dans des secteurs particuliers de lutte, ne s'associeront à la construction de l'Union, que s'ils y trouvent les moyens d'éclairer leur vision politique d'ensemble, et à partir de là, de mieux définir les axes et les perspectives concrètes de lutte.

Les décisions du Comité d'Initiative National

Car l'UOPDP se place résolument aujourd'hui dans la perspective de la lutte. S'il y a nécessité de tirer le bilan des élections, de mener le débat politique, c'est, avant tout, pour préparer les conditions favorables afin d'engager la lutte. S'il y a nécessité de créer ces lieux de débat et de coordination entre les différents secteurs de masse, c'est pour aider à améliorer le rapport de forces, à préciser les cibles et les objectifs de lutte, à les unifier.

C'est pourquoi le Comité d'Initiative après avoir examiné les modifications à apporter a décidé de publier une plate-forme politique adaptée à la situation nouvelle, et qui a pour axe la nécessité de la lutte et de la préparation à la lutte. De même, il a décidé de proposer, dans un bref délai, les grands points d'une plate-forme revendicative, inséparable de la plate-forme politique.

Pour faire bénéficier l'ensemble des comités de la diversité des expériences et des débats qui se mènent, il est apparu la nécessité d'éditer un bulletin de liaison, qui sera publié en fonction des besoins du moment.

Le premier rendra compte, de façon plus détaillée que dans ces pages des travaux du Comité d'Initiative National.

Enfin, comme la mobilisation contre les responsables de la marée noire l'a montré, le Comité d'Initiative National a indiqué la possibilité pour les comités locaux de se donner, s'ils en éprouvent le besoin, les moyens souples de se coordonner au plan local ou régional.

● Bilans et perspectives des comités

● Après avoir examiné la situation politique nouvelle au lendemain des législatives, les membres du Comité d'initiative ont fait le bilan de l'activité des différents comités durant la campagne, en même temps que chacun d'eux indiquait les perspectives qui se dégagent dans la période à venir. Même si tous les comités ne sont pas représentés au CIN, des représentants venus de nombreuses régions ont pu ainsi faire part de leur expérience : Paris et sa banlieue, Lille, Dunkerque,

Thionville, Rouen, Nantes, Rennes, Orléans, l'agglomération lyonnaise, Besançon et Belfort, Reims... Nous ne donnons ici qu'un aperçu, résumé, de quelques-unes des interventions. C'est sur la base de cette large confrontation qu'ont été définis le rôle et les tâches de l'UOPDP dans la période qui s'ouvre : «Tirer le bilan des élections avec les travailleurs, préparer nos luttes» et qu'a été prise la décision de remodeler la plate-forme politique et d'élaborer une série d'axes revendicatifs.

Pontoise

Un camarade a souligné que le comité, par exemple, avait pu se développer en trois «générations», touchant d'abord des militants, puis de proche en proche, des éléments des masses qui se sont associés au travail, diffusant les idées de l'UOPDP autour d'eux, dans leur entreprise, dans leur quartier. Le PCF, dès le premier tour, dans cette circonscription, s'était désisté pour un gaul-

liste de progrès : du coup, les militants du PCF, sans enthousiasme, n'ont pas cherché à s'opposer à notre travail de propagande, pendant toute une période. Nous avons rencontré également des membres de la cellule du PCF. Dans cette région de grandes propriétés, il semble que dans les villages, les voix UOPDP sont souvent celles d'ouvriers agricoles.

d'organiser avec des associations, l'unité populaire. A Vaulx, la défense, face à la municipalité PCF, d'une association populaire

de culture et de loisirs peut cristalliser le rejet et la dénonciation de la pratique de la «démocratie locale» selon le PCF.

Orléans

A la suite de l'activité menée pendant la campagne électorale, des perspectives peuvent être tracées : à l'hôpital pour mettre en relation les questions de santé avec les conditions d'exploitation dans les usines comme Rivierre.

campagne contre les responsables de la marée noire.

A Orléans, le comité local se trouve engagé dans les élections municipales partielles du 16 avril, pour le remplacement de deux conseillers municipaux dont le maire. Deux candidats, Paul Mercy, agent hospitalier et Jean-Jacques Régibier, directeur de MJC, qui s'est opposé à la municipalité en place, se présentent, avec le soutien de l'UOPDP, sous l'étiquette : «Pour la victoire de nos luttes, pour le socialisme».

D'autre part, le scandale d'un dépôt de produits radioactifs installé en pleine ville, à la Mouillère, nécessite une riposte à mener avec les militants écologistes. Cette mobilisation aura nécessairement à se coordonner avec la

Nantes

Au cours de la campagne, le comité, en se développant, a été amené à s'associer à des militants de différents secteurs. A présent, il s'agit de tisser des contacts avec ces organisations elles-mêmes. Mais cela implique que nous réfléchissions davantage dans différents domaines. Par exemple, dans la dis-

cussion avec les différents groupes femmes, il faut se déterminer sur des revendications précises, sur des priorités de lutte. Des écologistes ont demandé à discuter avec nous. Sur toutes ces questions, il serait intéressant d'organiser les débats et les échanges d'expériences au sein de l'UOPDP.

Rennes

En dépit de la confusion entretenue par les multiples candidatures d'extrême-gauche, notre score est intéressant. Il y a eu peut-être un certain activisme dans les tâches d'agitation électorale (affichages, tracts, etc.) : Cela a pu nuire à la qualité et à l'approfondissement des discussions. L'élargissement des comités connaît des limites, mais il a permis une participation réelle d'une frange de travailleurs. Le meeting de l'Union, organisé avant le premier tour, a été un succès : un millier de personnes venues de Rennes et des alentours.

Le problème posé est : comment organiser le cou-

rant de sympathie que nous avons suscité ? La mobilisation contre les responsables de la marée noire doit permettre de relancer l'activité concrète des camarades, notamment pour les trois groupes de quartier. Un groupe de travail à la campagne se constitue : il est nécessaire d'aller débattre avec les paysans, dans les villages, qui se sont prononcés pour l'UOPDP. Nous serons d'ailleurs les seuls à faire cela. Des camarades ressentent le besoin d'une plate-forme revendicative, économique et politique, «sinon à la limite, on apparaîtrait comme gauchiste : il faut aussi avoir des objectifs de lutte précis.»

Elections municipales partielles à Orléans

Dans le cadre des élections municipales partielles qui auront lieu à Orléans les 16 et 23 avril, pour le remplacement de deux conseillers municipaux dont le maire, l'«Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne» a décidé de présenter deux candidats : Paul Mercy, agent hospitalier et Jean-Jacques Régibier, directeur de MJC. Ces deux candidats sont présentés sous l'étiquette «Pour la victoire de nos luttes, pour le socialisme».

Lille

Nos meilleurs scores électoraux ont été obtenus dans les quartiers ouvriers. Trois commissions avaient été formées : emploi, cadre de vie/logement, immigrés. Ceci a amené des camarades à s'investir dans un comité de soutien à un foyer de travailleurs immigrés. Le comité ne comprend encore qu'une petite partie de personnes qui ne militaient pas auparavant. Il y a encore des difficultés à organiser les gens qui sympathisent

avec l'UOPDP. Mais nous avons tissé des liens avec différentes organisations de masse : avec les écologistes pour la lutte contre les pollueurs, avec des groupes femmes à propos de l'affaire Heide, avec une radio libre, avec la C.S.C.V. ainsi qu'avec une organisation anti-impérialiste. Les discussions portent à la fois sur des questions politiques d'ensemble et sur des propositions concrètes de lutte.

Dunkerque

Le comité est constitué pour moitié de personnes qui n'avaient pas encore milité jusque là. Tous les membres du comité sont actifs et prennent en charge les tâches. La vie démocratique du comité permet que tous les points de vue s'expriment et que l'on parvienne ainsi à une bonne unification. Les scores électoraux n'ont pas déçu : on ne s'attendait pas à davantage. Par contre, on est certain que ceux qui ont voté pour

nous savent ce qu'ils ont fait, et qu'on doit pouvoir les associer, le plus souvent, à notre activité. La mobilisation est engagée contre les responsables de la marée noire. La question de la lutte se pose à Usinor. Face aux pratiques attentistes et réformistes de la CGT, il sera nécessaire d'intervenir. Des membres du comité ont commencé, en ce sens, l'enquête politique parmi les ouvriers.

Lyon

Sur Lyon, à part un, les comités ont connu un bon ou assez bon développement. Ils se sont constitués dans un premier temps à partir d'un intense travail de contacts et de discussions politiques sur les bases de la plate-forme politique, avant de se lancer dans une activité large de diffusion et de propagande.

Le bilan de la campagne électorale a été jugé positif. Après les élections, un

tract, diffusé à l'initiative des comités de Lyon, a été très lu en général : il a montré combien les travailleurs cherchaient à y voir clair, et qu'il fallait répondre à ce besoin.

Les commissions, formées au sein des comités, ont permis de tracer des axes concrets de mobilisation. Par exemple, sur le 1^{er} arrondissement, se dessine, autour des employés d'un hôpital menacés de licenciements, la possibilité

Contre toutes les marées noires du capitalisme

Rapport de la commission marée noire du Comité d'Initiative national

Le problème du nettoyage des plages, mis en avant par le gouvernement et les presses, radio, TV, journaux est en fait très secondaire. Il s'agit de ne pas compromettre la saison touristique.

Sur place, c'est surtout le problème du chômage, qui sera durable, à propos duquel il faut intervenir. Chômage et ruine, par la pollution, des petits ostréiculteurs, des goémoniers et des ouvriers saisonniers ou non des industries de la pêche, et de la commercialisation des huîtres.

De cette situation qui aggravera la désertification de la Bretagne on ne parlera plus sur les ondes après les vacances de Pâques. Déjà les «échos» se font plus rassurants.

En fait, le travail politique à mener est à long terme et un des axes que doit soutenir l'UOPDP, c'est que les jeunes volontaires, puissent connaître et comprendre cet aspect du problème alors que le gouvernement fait tout pour l'isoler.

● L'autre axe est de permettre sur place une organisation des sinistrés, pour leur permettre de lutter et d'obtenir réparation. Or, tous ces gens qui vivaient, au jour le jour de la mer, n'avaient pas d'organisation pour se défendre.

Une première coordination des comités anti-marée noire s'est tenue la semaine dernière.

● Il y en a 6 importants : Brest, Lesneven, Morlaix, St Briec, Rennes, Lannion. Certains regroupent 50 personnes (Lesneven), d'autres jusqu'à 300 (Brest). Ils ont des commissions : sur la santé, la presse, le travail en direction des chômeurs, des soldats et sur les problèmes de stockage du pétrole dans les fosses.

● Cette coordination s'est donnée comme objectif de s'attaquer aux causes de la catastrophe, dénoncer la course au profit, et l'inconséquence du gouvernement qui vient de prouver une fois de plus qu'on ne peut pas lui faire confiance dans ce domaine, pas plus que pour la sécurité des centrales nucléaires. D'où le mot d'ordre : «Mazouté aujourd'hui, radio-actif demain ?».

● A propos du bénévolat, la coordination appelle à s'organiser pour obtenir des conditions correctes de travail, et une indemnisation suffisante pour les paysans qui ont prêté leur matériel. Reprenant le mot d'ordre : «Bénévole non, volontaire oui !» elle propose d'intervenir dans les

ANPE en direction des chômeurs, pour qu'ils puissent, s'ils le désirent travailler au nettoyage en étant payés, mais sur crédits spéciaux et non sur les impôts locaux.

● Un grand rassemblement est prévu à Brest le 22 avril et une marche sur Paris le 6 mai.

Le rôle de l'UOPDP est de populariser, d'informer partout sur la situation en Bretagne. Le mieux est d'y aller, pour bien se rendre compte et développer l'enquête chez les travailleurs et paysans bretons, sur leur situation, leur avenir et celui de la région. Réaliser avec eux des mots d'ordre de lutte.

Aider à ne pas en rester au simple élan de solidarité, montrer que ce n'est pas une fatalité, mais dénoncer le capitalisme, et accuser les responsables sur des faits précis concernant le remorquage, les tractations des assurances.

Dresser un réquisitoire et envisager, courant juin ou juillet, un grand rassemblement national en Bretagne, à organiser avec d'autres, qui serait le procès populaire de toutes les marées noires du capitalisme.

● Bilans et perspectives des comités

Nous publions ici d'une part le rapport écrit par le comité de Tonnerre, dont un représentant participait au Comité d'Initiative National, d'autre part, le rapport du comité de Marseille qui nous a été envoyé.

Tonnerre

Depuis le début du lancement de l'UOPDP, le 13 janvier, le comité n'a fait que se développer, un camarade immigré l'a même rejoint depuis la fin des élections. Au cours de la campagne électorale, il s'est grossi de 5 membres. Ceci sans compter les nombreux sympathisants isolés qui se rallient à nos initiatives.

La campagne électorale a permis de tracer des perspectives qui peuvent se concrétiser maintenant.

Au cours de nos meetings, nous avons pu tisser de nombreux liens.

— des petits paysans intéressés par la création d'un syndicat de lutte de classe à la campagne.

— des ouvriers isolés sur leur village soucieux de créer un syndicat dans leur usine.

— des ouvriers soucieux de lutter pour faire reculer les maladies professionnelles.

— des ouvriers et écologistes avec la volonté de faire reculer le pollueur PUK ou ELF Aquitaine dans l'Avallonnais.

Ce sont tous ces travail-

leurs qui ont fait campagne pour nous. Tel cet ouvrier que nous ne connaissions pas qui a pris publiquement position en notre faveur dans un café de l'Avallonnais. C'est ainsi que 515 travailleurs ont voté UOPDP et parmi ces 515, nous en connaissons une bonne part que nous nous employons à recontacter maintenant.

C'est parce que la campagne électorale a permis de tisser des liens avec tous ces travailleurs qu'elle a été possible. Le fait que LO ait recueilli un plus fort pourcentage ne nous a pas inquiété car si on enlève les voix de caractère poujadiste, l'essentiel des travailleurs anti-révisionnistes pourront de toute façon retrouver dans nos rangs le moyen de mettre en pratique leur volonté de lutte car LO est totalement absente du département.

LES PERSPECTIVES ?

Elles ne manquent pas. 5 jours après le second tour, après avoir tiré le bilan des résultats, le

comité de secteurs tirait les conclusions (elles ont déjà été publiées dans les pages UOPDP de la semaine dernière).

La réunion du comité qui a eu lieu le 7 avril a complété ses axes de travail pour sa participation à la fête des «Amis de la terre» qui aura lieu le 30 avril. Le comité organisera également une intervention sur la foire mensuelle de Tonnerre le 29 avril.

Pour compléter, il faut parler du travail mené en commun avec des camarades d'Auxerre qui vont organiser 2 meetings sur 2 secteurs proches d'Auxerre où l'UOPDP a réalisé de bons scores et ce, en vue de constituer un comité avec des ouvriers désireux de mener la lutte contre les maladies professionnelles notamment le saturnisme.

Sur Avallon, les perspectives existent également dans un secteur victime de la restructuration capitaliste. Là-bas la marée noire, c'est l'implantation de PUK pour extraire la fluorine, c'est aussi ELF Aquitaine qui veut

extraire l'uranium à Quarré les Tombes en plein parc régional du Morvan. Tisser des liens avec les habitants du quartier de la Morlande où l'UOPDP a eu 13 voix alors qu'aucun camarade n'y est présent, s'avère nécessaire d'autant plus que les ouvriers sont d'anciens petits paysans anti-révisionnistes du fait que le PCF n'a rien fait contre l'exode rural forcé dans la région.

Pour terminer, sur le secteur d'Avallon, la perspective de créer un comité est envisagée du fait qu'un couple d'ouvriers s'inscrit déjà dans ce projet. Les lieux d'intervention sont bien sûr ce quartier de la Morlande mais également la paysannerie : n'a-t-on pas vu en juin dernier, 70 paysans se déplacer pour participer à une soirée avec Paysan-Travailleur ?

Pour systématiser la réflexion politique du comité, chaque réunion commencera désormais par un quart d'heure politique fait à tour de rôle par chacun des camarades.

Marseille

Le comité d'initiative de Marseille s'est réuni après le deuxième tour des élections pour commencer à en tirer les leçons.

Tout d'abord, on a remarqué l'impression géné-

rale de déception chez nombre de travailleurs qui avaient cru sincèrement que la victoire électorale de la gauche apporterait des améliorations à leur situation ; en plus, les

visites à Giscard des leaders politiques et syndicaux n'ont fait qu'accroître le désarroi. Aussi la première question à laquelle on doit répondre, c'est : comment les partis de gauche en sont arrivés là ? Et en même temps, comment ils nous ont menés jusque là ? On a cité l'exemple de travailleurs, mobilisés par le PCF pour la campagne (diffusion de *La Marseillaise*) qui ne sont pas allés voter au deuxième tour, où était pourtant présent le PCF, par dégoût de l'accord du 13, pour refus des manipulations des partis. Mais si le fait que PC et PS ont recherché avant tout leurs intérêts propres est assez largement vu, on ne peut pas en rester à ce point. Ainsi est apparue la tâche centrale de la période immédiate : mener un travail de clarification de la situation politique, expliquer les projets respectifs des partis bourgeois et leurs rapports entre eux, dans tous les endroits où sont présents les participants au comité, y compris en prenant l'initiative de débats avec les militants du PCF : ainsi commence à se préparer le 3^e tour des luttes.

Ensuite ont été vues les perspectives de l'UOPDP, comment nous allons travailler maintenant, après la période un peu particulière des élections. Le comité regroupe des militants engagés dans diverses organisations de masse (locaux, quartiers, syndi-

cats) et il nous faut trouver les points communs pour unifier ces différentes pratiques. D'abord, le cadre de l'UOPDP permet une réflexion politique d'un point de vue d'ensemble, sur la base de la plateforme nationale. Mais aujourd'hui le courant pour l'autonomie déborde largement les rangs de l'UOPDP : il est nécessaire de prendre des initiatives pour concrétiser la volonté de lutte et débattre politiquement, initiatives qui vont dans le sens de construction du front. Le comité reste donc structuré en commissions sur des thèmes précis, l'A.G. se réunissant de façon plus espacée pour permettre l'approfondissement de la réflexion politique.

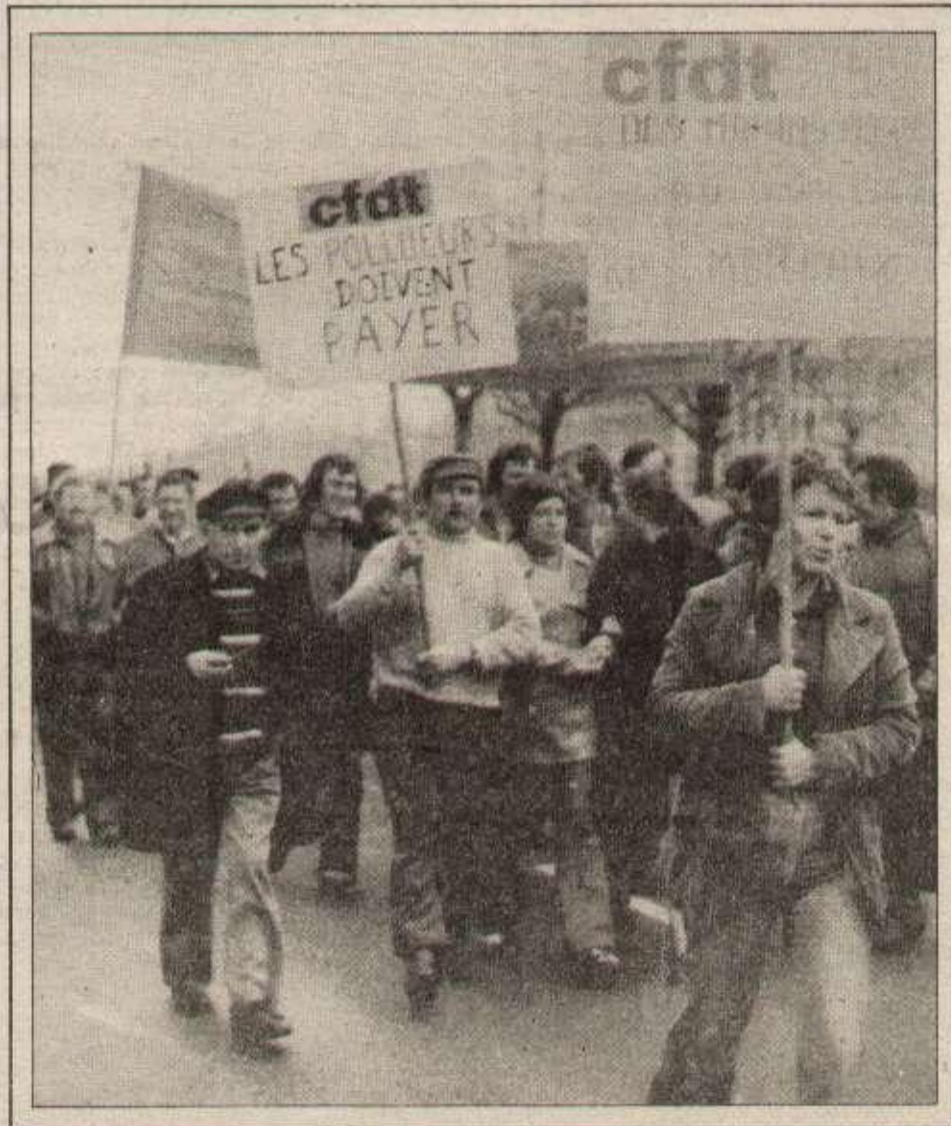
Actuellement, le travail est engagé sur quatre points :

● l'intérim, où l'UOPDP a contribué à regrouper des intérimaires et à construire une section syndicale intérim.

● le cadre de vie, avec le problème de la pollution d'une usine des quartiers nord, autour duquel on peut regrouper des travailleurs de l'usine, des cités voisines et des écologistes.

● les expulsions, avec le bilan à tirer des luttes menées.

● l'ilotage qui est mis en place à Marseille, où une initiative est prévue ce mois-ci pour mobiliser contre ce nouveau danger pour les luttes populaires.



BEYROUTH : LES FASCISTES LIBANAIS VEULENT INTERNATIONALISER LE CONFLIT

Ils souhaiteraient une présence renforcée de l'armée française

Depuis l'initiative de Sadate, en novembre, le régime de Damas pour y faire face a été amené sinon à accorder un soutien actif à la Résistance palestinienne au Liban, du moins à adopter une neutralité bienveillante à son égard. Les troupes syriennes, présentes au Liban, se sont trouvées de ce fait placées dans une situation nouvelle. Hier, alliées des forces fascistes pour combattre la Résistance, elles devaient selon Damas, réduire l'autonomie de celle-ci, pour en faire une carte entre les mains du régime syrien dans le cadre de

tractations internationales sur le Proche Orient.

Aujourd'hui, elles sont elles-mêmes aux prises avec les forces fascistes qui, dans le contexte actuel, souhaitent leur départ. Ces forces semblent leur préférer une présence renforcée des «casques bleus» français qui, estiment-elles, pourrait, dans les circonstances présentes, être de fait, beaucoup plus favorable que la présence syrienne, à la réalisation de leurs desseins. C'est ce que nous explique notre correspondant.

Correspondance de Beyrouth

Des affrontements très violents se sont poursuivis jeudi pour le 5^e jour consécutif, dans la banlieue sud-est de Beyrouth, entre les forces fascistes libanaises et la «Force arabe de dissuasion» (FAD), composée pour l'essentiel de soldats syriens. Les combats restent circonscrits dans les quartiers de Chiah et Ain Remmaneh. Les miliciens fascistes se postent au-dessus des immeubles d'habitation et des hôpitaux, d'où ils tirent sur les forces de la FAD. Ils ont jusqu'à présent refusé les demandes successives de cessez-le-feu formulées par la force arabe.

RISQUE D'EXTENSION

Les affrontements risquent de durer et de s'étendre à d'autres quartiers de Beyrouth. Ces derniers jours, tous les miliciens du «Front national» composé essentiellement du parti des Phalanges de Pierre Gemayel et du Parti national libanais de Camille Chamoun, avaient été mis en état d'alerte. Durant ces derniers mois, ces forces s'étaient fortement entraînées et avaient reçu un armement considérable par la voie aérienne, à l'aéroport qu'elles ont aménagé au nord de Beyrouth, et par la mer, à Jounieh.

Le but des forces fascistes, en attaquant aujourd'hui la «force arabe de dissuasion», est clair : elles veulent internationaliser le conflit. Camille Chamoun vient d'ailleurs de déclarer : «Le problème libanais doit désormais être porté devant les instances internationales. Il est vain d'envisager une autre solution. La confiance mutuelle est perdue.»

LES FASCISTES VEULENT LE DÉPART DES SYRIENS

Que signifie internationaliser le conflit ? C'est remettre en question, par le biais de l'ONU, la présence des soldats de la FAD pour les remplacer par une présence des forces de l'ONU à dominante française, qui serait étendue non plus seulement au sud, mais à l'ensemble du



Liban. Les leaders d'extrême droite estiment que dans les conditions actuelles au Proche-Orient, leur entreprise de liquidation de la Révolution palestinienne au Liban pourrait être menée à bien plus aisément avec la présence d'une force française, même étiquetée ONU, qu'avec celle d'une force arabe syrienne. Leurs provocations actuelles à Beyrouth sont en rapport étroit avec ce qui se passe au sud du pays. Aujourd'hui, au-delà de toute la propagande faite sciemment autour de l'opération «retrait», les sionistes ne se sont pas retirés du Sud-Liban, malgré de nouvelles demandes de l'ONU. C'est à ce moment précis, pour aider Israël à se maintenir au Sud, que les fascistes relancent la guerre ailleurs, au Liban, en commençant par Beyrouth.

Outre l'appui qu'ils apportent ainsi à l'exigence d'Israël de voir «régler», c'est-à-dire liquidée, la présence palestinienne dans tout le Liban, et non seulement au Sud, ils entendent, par un conflit avec la «Force Arabe de dissuasion», présentée désormais par eux comme «force d'occupation», justifier l'extension de la présence des casques bleus à tout le Liban, casques bleus qui supplanteraient les soldats arabes.

Déjà, avant la récente invasion du Sud-Liban par les sionistes, les fascistes avaient monté des provocations contre la FAD, notamment en février où une centaine de soldats syriens avaient été tués.

A ce moment-là, l'extrême-droite libanaise cherchait déjà à remettre en cause cette présence de la FAD, dont le mandat devait expirer en avril (celui-ci a été renouvelé depuis par la Ligue arabe). Aujourd'hui, l'occupation sioniste et la présence des casques bleus au Sud paraissent créer, aux yeux des fascistes, une situation plus favorable pour imposer le retrait syrien.

UNE «FORCE FRANÇAISE DE DISSUASION» ?

Mais lorsqu'ils envisagent une présence des casques bleus étendue à tout le Liban, les fascistes libanais ne songent pas à n'importe quels casques bleus : ils comptent s'appuyer avant tout, semble-t-il, sur les casques bleus français. Introduits au Liban par le biais de l'ONU, les paras français semblent devoir jouer un rôle autre que celui de simples forces de l'ONU : ils pourraient devenir une sorte de «Force Française de Dissuasion» remplaçant la FAD. Cela se remarque déjà

dans le comportement de ces forces. Alors que les responsables norvégiens ou suédois, par exemple, ont fait savoir qu'ils retireraient leurs unités de casques bleus dans les semaines qui viennent, ou dès que les combats reprendraient au Sud, on dirait que les Français s'installent pour rester, qu'ils n'ont pas l'intention de quitter les zones où ils se trouvent actuellement, c'est-à-dire les zones non occupées par les sionistes. Alors qu'ils représentent déjà plus de la moitié de la force de l'ONU, ils perçoivent de nouveaux renforts, débarqués à Sour où ils effectuent d'importantes manœuvres militaires.

En agissant ainsi, le gouvernement français veut jouer un rôle plus important dans les affaires du Liban et du Proche-Orient, un rôle qui, dans les circonstances actuelles, peut se révéler très dangereux pour les peuples palestiniens et libanais, dans la mesure où les forces fascistes comme les sionistes entendent se servir de cette présence comme d'une couverture pour leurs exactions.

Dans les milieux palestiniens, on espère qu'en France le peuple exigera le retrait des paras français du Liban.

Erythrée :

Le FLE et le FPLE attirent l'attention de l'opinion mondiale

menace de génocide contre le peuple

Dans une «Tribune» publiée par le Monde du 14 avril, Nafi Kurdi, représentant du FPLE en France, remarque : «Le DERG (comité militaire) éthiopien a entrepris l'invasion de l'Erythrée préparée depuis longtemps. Elle sera sans doute l'une des opérations les plus sanglantes qu'ait connues l'Afrique». Dénonçant les fausses raisons du soutien soviéto-cubain au régime éthiopien, Nafi Kurdi souligne : «Si l'on admet que des potentialités révolutionnaires existent effectivement en Ethiopie, leur développement ne peut, en aucun cas, être favorisé par le génocide de notre peuple qui lutte pour sa libération nationale. Aucune proclamation révolutionnaire ne peut nous faire oublier l'essentiel : «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre».

Rappelant que la seule perspective pour son peuple est de «lutter fusil au poing jusqu'à la victoire finale», Nafi Kurdi conclut : «Nous appelons les peuples du monde entier, les forces progressistes et démocratiques, à assumer leur responsabilité, face au génocide qui guette le peuple érythréen, à faire prévaloir son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et à lui apporter une aide humanitaire urgente».

De son côté, Mohamed Aboubakr, représentant en Europe du FLE, l'autre front érythréen, interviewé par Le Matin, déclare notamment : «La lutte armée a commencé en 1961, et aujourd'hui 95% de notre territoire est libéré (...). La guerre qui se prépare ne nous fera pas reculer, nous sommes prêts jusqu'à la victoire finale».

Le terroriste de Turin : un jeune chômeur qui avait été licencié chez fiat

L'auteur de l'attentat ayant entraîné la mort d'un gardien de prison, mardi, à Turin, Cristoforo Piancone, arrêté en flagrant délit, est âgé de 28 ans. C'est un ancien ouvrier de Fiat où il travaillait dans l'atelier des presses. Il avait été licencié il y a deux ans pour «absentéisme». Marié, il vivait chez ses parents, comme de nombreux jeunes italiens, sans logement. Il aurait appartenu quelque temps au PCI. A l'hôpital où il a été transporté, il a déclaré appartenir aux «Brigades rouges» : «Je suis un brigadiste, a-t-il dit. Je me considère comme un prisonnier de guerre».

Pendant ce temps, alors que les recherches pour retrouver Aldo Moro se poursuivent mais, sans résultats, certains amis du président de la démocratie chrétienne, dont un évêque et les recteurs, viennent de publier dans la Gazzetta del Mezzogiorno un appel à négocier avec les «Brigades rouges».

Les partis de l'actuelle majorité parlementaire, déjà bien «occupés», sont maintenant aux prises avec un marathon peu commun engagé au Parlement italien. Le parti radical, fort d'une pétition qui a recueilli 600 000 signatures, exige que soit organisé, conformément à la Constitution, un référendum, pour l'abrogation pure et simple, de la vieille loi, particulièrement répressive, sur l'avortement. Les autres partis, du PCI à la DC, quant à eux, ne veulent qu'une relative libéralisation de la loi actuelle et redoutent les remous politiques que susciterait un référendum dans l'état de crise où se trouve actuellement la société italienne. Ces partis entendent faire voter la loi «améliorée» avant juin, mois où, constitutionnellement doit avoir lieu le référendum.

Le parti radical a trouvé un «truc» : ses quatre députés ont présenté pas moins de deux cent soixante quinze amendements et usent au maximum de leur temps de parole, pour faire obstruction. Un seul espoir pour le PCI et la DC qui font siéger la Chambre jour et nuit : que les quatre députés radicaux craquent physiquement !

Nouvelles de RFA

Par Anne RHEIN

LA GREVE DES METALLOS TERMINEE : QUELQUES LECONS...

Cette semaine, tous les métallos en grève ou lockoutés pendant trois semaines dans le Bade-Wurtemberg, auront repris le travail. Après qu'un accord ait été conclu entre le syndicat IG Metal et les patrons de la métallurgie, les travailleurs sont passés au vote : 56 % d'entre eux ont entériné l'accord. Pour l'IG Métal, le résultat obtenu après de longues négociations avec le patronat, est «correct et acceptable» et représente, en gros, «un succès». Les métallos, eux, se montrent moins satisfaits. Ils sont nombreux à exprimer leur mécontentement, à dénoncer l'attitude conciliante de leur syndicat. «Steinkühler (président de la IGM à Stuttgart NDLR) nous a trahi. C'est pas pour ça qu'on s'est battu».

En effet, l'IG Métal, qui, aux prises avec une base combative et préparée à une lutte dure et longue, a dû faire preuve, pendant un premier temps, d'une fermeté peu commune vis-à-vis du patronat, s'est montrée maintenant prête au compromis. Elle a accepté 5 % d'augmentations salariales au lieu des 8 % revendiqués au départ. Elle a donné son accord pour que seule la catégorie salariale la plus basse (qui ne regroupe presque plus personne) soit supprimée. Une autre catégorie basse, la catégorie n° 2 à laquelle appartiennent une grande partie des femmes de la métallurgie et dont la suppression avait été revendiquée par les travailleurs, est, par contre, maintenue. Si le niveau du salaire est garanti pendant 18 mois dans le cas de rationalisations, il n'est plus question de garantir l'emploi.

S'il est vrai que, cette fois encore, le syndicat a contribué dans une importante mesure à maintenir la paix sociale en RFA, il faut néanmoins souligner l'importance exemplaire de cette grève. Pendant trois semaines, face à une situation de crise caractérisée par de très nombreuses fermetures d'usines, des milliers de licenciements, face à l'intransigeance des patrons qui, à l'occasion de cette lutte, voulaient préparer l'avenir, en brisant la combativité des travailleurs, les métallos ont résisté à toute tentative d'intimidation et de division ; massivement, ils ont manifesté leur refus d'accepter les baisses de salaires et de faire les frais de la restructuration capitaliste.

...ET LES LECONS DE LA POLICE : LE SYNDICAT GDP VEUT UNE REPRESSION ACCRUE DES GREVES

Au moment où en Nordrhein-Westfalen plus d'un million de métallos étaient prêts à se mettre en grève comme les métallos wurtembergeois, s'est tenu à Duisburg un congrès du syndicat de la police GDP, depuis peu membre de la Confédération syndicale DGB. Est-ce un hasard si ce congrès a traité du sujet «la police et la grève» ?

Selon le président du GDP Schröder, la police doit «se préparer maintenant aux débordements et conséquences de grèves de la même façon qu'elle a appris à maîtriser les révoltes étudiantes et les troubles des manifestations anti-nucléaires». Paroles peu rassurantes quand on se rappelle la brutalité des opérations policières à Brokdorf ou à Kalkar ! Et Schröder d'ajouter : «Ces événements ont encouragé la police à discuter à temps des conséquences de grèves dures auxquelles la police pourrait se voir confrontée». Certes, Schröder estime que «la tâche la plus noble de la police est de chercher le contact avec les directions locales des grèves, avec les partenaires sociaux». Mais si les travailleurs résistent aux tentatives de briser leurs luttes, si «des piquets de grève surengagés» recourent à «des contraintes physiques, menaces, injures, atteintes à l'intégrité corporelle», l'intervention de la police armée et dotée de véhicules blindés paraît indispensable à la direction du syndicat de la police.

En bref... En bref..

MAROC

Dix mille mineurs du gisement de phosphates de Khouribga, la mine la plus importante du pays, se sont mis en grève mercredi 12 avril pour 48 heures. Avec 95 % de grévistes, la production a été paralysée. Les mineurs marocains exigent des augmentations de salaires.

GRANDE-BRETAGNE

Une grève qui ren- contre une sympathie

croissante dans la population : celle qu'ont engagée depuis mercredi les 80 employés de l'hôtel Claridge, l'un des plus réputés de Londres. C'est la première grève dans l'hôtel depuis sa création, il y a 163 ans. Les grévistes, qui ont voulu ainsi se solidariser avec un jeune cuisinier mis à pied pour fait syndical, brandissent devant l'entrée de l'hôtel des pancartes du genre : «Nous ne voulons plus de l'idéal victorien qui domine la direction».

PARIS : QUAND LE PCF S'OCCUPE DU LOGEMENT

Par Jean JOLIN

● La place du PCF à Paris est nettement prépondérante sur celle du PS. La multiplication de l'intervention de ses élus (le PS n'a jamais eu de députés), son contrôle de la plus grosse association de locataires — la CNL — donnent au PCF des outils pour occuper le devant de la scène.

UN DOUBLE LANGAGE

Le PCF tient un double langage

— D'une part, celui du Paris qu'il faut moderniser en supprimant les taudis, en construisant des voies de communications très rapides, celui du Paris-centre culturel du Monde (applaudissements de Beaubourg).

— D'autre part, celui du «Paris populaire» et dans ce cadre, il avance des

mots d'ordre contre la fermeture des entreprises et contre les expulsions.

Ce qui ressort de son projet, c'est que sans banques monopolistes et avec un État démocratisé, les ouvriers trouveront un travail non polluant, les locataires paieront des loyers différenciés grâce aux logements sociaux dont il propose la construction, à raison de 10 000 HLM par an (les propriétaires ne pourront

plus spéculer grâce à l'étalement des banques).

Depuis 68-70, les intellectuels du PCF consacrent de nombreux ouvrages à la question du logement et à Paris proprement dit.

Pour les élections municipales il a même sorti un livre : «Paris déclin ou renaissance», dans lequel il développe toutes ses propositions pour Paris.

Parmi la trentaine de cités que suit la Commission logement du Comité Central de ce parti, les 2 seules qui soient à Paris sont celle des Olympiades dans le 13^e dont le loyer minimum est de 1 000 F pour un 2 pièces charges comprises, et une autre du même genre dans le 19^e...

Alors qu'à Paris, 40 % des logements sont vieux et sans confort et que c'est là qu'habitent les couches les plus populaires.

Aujourd'hui le PCF travaille beaucoup en direction des nouvelles couches habitant Paris dans des cités.

Cette ouverture se traduit plus nettement encore dans l'évolution de la CNL dont une des grandes orientations du 8^e congrès parisien a été : «Développer en priorité l'implantation dans les HLM et les logements vides».

Pourtant cette ouverture rencontre des limites importantes qui tiennent à ce qu'un autre parti se développe vers ces couches : le Parti socialiste dont il faut savoir qu'à Paris, la ten-

dance CERES domine nettement.

Le PCF tente de concilier à la fois la nécessité de conserver son hégémonie sur les couches populaires et celle de ne pas perdre pied parmi les couches petites bourgeoises.

LES TENTATIVES DE RECUPERATION

Cependant, pendant la période 60-70 où il s'est lancé à fond dans la négociation de la rénovation, des comités ont commencé à se créer, remettant en question son hégémonie traditionnelle.

Après une période où il a essayé de les pénétrer sans trop de résultats, le voici aujourd'hui qui se sert de ses élus pour détourner systématiquement les revendications initiales de ces comités. Le PCF du 4^e arrondissement s'opposa systématiquement à la réfection légère au début de l'occupation dans le Marais en janvier 77 : «C'est un coup de peinture sur de la m...» disait-il alors.

Mais devant la détermination de l'inter-comité du Marais où certains adhérents de base du PCF commencent à venir, voici qu'il reprend le mot d'ordre de réfection légère en disant : «Mais il faut que ce soit l'OPHLM* qui le prenne en charge, car c'est l'État qui doit payer». Or la prise en charge par les HLM signifie que les habitants n'auront pas droit au chapitre, que se seront des loyers HLM après la réfection. Or ce que demandent les habitants, c'est de contrôler les réfections eux-mêmes, que le propriétaire paye l'entretien des immeubles et qu'ils restent sous le coup de la loi de 48.

Les tentatives de récupération par le PCF de toutes les luttes : PFA, Marais, 14^e... ont surpris dans un premier temps les comités habitués à être traités de repaires de «gauchistes misérabilistes».

Mais quand on confronte ses propositions aux véritables revendications des mal-logés et des couches populaires, la pratique de ses élus apparaît clairement pour ce qu'elle est.

Le PCF ne parle d'ouverture des logements vides que sous la responsabilité de l'administration (!). Pour lui, résoudre le problème des mal-logés à Paris, c'est construire 50 000 HLM en 5 ans, sans aucune garantie sur les loyers et sans contrôle sur le type d'architecture qui sera employé.

(à suivre)

La CNL (Confédération Nationale du Logement) est une organisation fondée en 1915. Aujourd'hui, elle prétend regrouper 200 000 familles en France, soit près d'un million de personnes. Ce qui en fait de loin la première organisation au niveau national.

A Paris, elle déclare regrouper près de 15 000 adhérents. Pour la plupart d'ailleurs dans les arrondissements les plus populaires et où l'influence du PCF est forte : 13^e, 19^e, et 20^e arrondissements.

Autrefois, sous le signe de la défense exclusive des locataires, cette organisation a suivi la lente évolution du PCF. Depuis 1974, elle prétend «défendre le droit au logement pour tous que vous soyez copropriétaires, accédant à la propriété ou locataires».

La CGL : (Confédération générale des locataires) a été fondée bien après les grandes luttes d'après guerre, en 1954.

Elle compte aujourd'hui une centaine de milliers d'adhérents dont les statuts précisent : «Quelle que soit l'appartenance politique». En réalité l'influence du Parti socialiste y est assez forte.

Elle défend les locataires et les petits propriétaires par le biais de 2 fédérations bien distinctes. Sur Paris son réseau d'amicales est très faible.

La CSCV : La Confédération syndicale du cadre de vie est assez connue pour être présente sur de très nombreux domaines de la vie des travailleurs. Consommation logement, santé, action sociale... Les statuts de cette organisation présentent l'action de la CSCV comme une action anti-capitaliste pour une société socialiste et autogestionnaire.

Elle regroupe aujourd'hui 50 000 adhérents et compte 650 associations.



* Office public des HLM.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 15 avril

TF 1

17 h 00 - Les mondes de la vie
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un. Démiss Roussos
21 h 30 - Serpico. Zone dangereuse
22 h 20 - Télé-foot 1
23 h 20 - Journal et fin

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes. Les zoos
18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne. Série de 13 émissions d'Armand Panigel
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Six jours avec un ami
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Madame le juge. Autopsie d'un témoignage
22 h 05 - Le dessus du panier.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Breiz o Veva
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma 16. Les lavandes et le réséda
22 h 00 - Journal et fin

Dimanche 16 avril

TF 1

13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 30 - Paul et Virginie. Dernier épisode
16 h 00 - Sports première. Tiercé à Longchamp
17 h 55 - L'arbre de ma jeunesse. Film TV américain
19 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Trois milliards sans ascenseur. Film français de R. Pigaut 1972.
22 h 05 - Ballet lar Lubovitch
22 h 40 - Journal

A 2

13 h 20 - Bon dimanche (suite)
18 h 15 - Le petit théâtre
19 h 00 - Stade 2
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - Chili impressions. Série de quatre émissions
22 h 45 - Journal et fin

FR 3

16 h 35 - La révolution nucléaire
17 h 30 - Espace musical
18 h 25 - Cheval, mon ami
18 h 50 - Plein air
19 h 20 - Spécial DOM-TOM
19 h 35 - Brioches. Feuilleton polonais
20 h 05 - Histoires de France. Cinq Mars
20 h 30 - Derniers témoins. Série d'émissions de R. Arlaud
21 h 20 - Journal
21 h 35 - L'homme en question. Jean Hélon
22 h 40 - Cinéma de minuit : hommage à Clark Gable. Parnell, la vie privée d'un tribun. Film américain

Lundi 17 avril

TF 1

17 h 15 - Spécial vacances
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Un, rue sésame.
18 h 55 - Le village englouti. Feuilleton en 30 épisodes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le fils. Film Français de P. Granier Deferre
22 h 05 - Portrait. Montand à l'aventure.
23 h 00 - Journal et fin

A 2

15 h 55 - Aujourd'hui magazine.
17 h 55 - Fenêtre sur... La peinture chinoise
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 30 - La tête et les jambes. Emission de J.P. rouland
21 h 35 - Les infodrames. Enquête à Marseille
22 h 35 - Bande à part. Fernad Chatelain, un paysan singulier
23 h 05 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Lumière. Film Français de J. Moreau
22 h 05 - Journal et fin

AUJOURD'HUI MALVILLE, DEMAIN LA FRANCE !

Réalisé par un collectif d'enquête, ce livre est un témoignage accablant, le véritable procès de Malville. Les auteurs ont su rassembler tous les éléments qui permettent aux lecteurs de se forger un point de vue à travers photos, coupures de presse, reproductions de dossiers confidentiels et déclarations.

Témoignages accablants, mettant en accusation la bourgeoisie et ses hommes de main, retraçant heure par heure la très longue journée du 31 où des dizaines de milliers vinrent manifester leur refus du monstre Superphénix, le surrégénérateur de Malville. Facile à lire, à la portée de tous, ce livre sait refléter avec exactitude non seulement les faits, mais aussi le débat qui se développe au sein du mouvement sur les moyens de lutte et les interrogations, la réflexion amenée à la suite de cette journée comme en atteste la reproduction intégrale du témoignage d'un groupe d'Alsaciens.

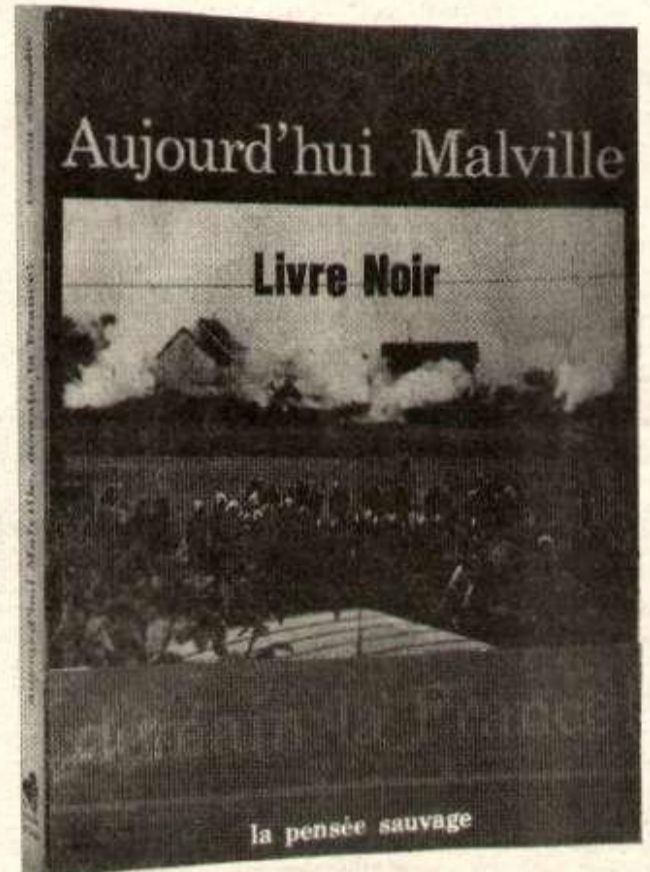
De l'ébahissement au poing qui se serre, en lisant cet ouvrage on ne peut qu'être révolté devant la réalité crument décrite de la sauvagerie policière. A Malville, le pouvoir a agi avec l'intention délibérée

de tuer, préparée par un climat et violences et de mensonges, du véritable état de siège aux tirs tendus avec grenades offensives, qui s'étonnera du message du préfet Jannin en pleine bagarre aux unités de police : «Vives félicitations pour votre belle tenue devant les éléments gauchistes et étrangers. Il faut maintenant les mettre définitivement, hors d'état de nuire.» Le Pouvoir a assassiné Vitale Michalon, il a assassiné la vieille dame de 81 ans, dans sa ferme à Faverges.

Messages, mépris de ses propres lois, le pouvoir aura montré son vrai visage, face aux manifestants et aux populations locales : appels au racisme, déchaînement de la presse et censure, parodie de procès à Bourgoin.

Le véritable procès, c'est Le dossier noir de Malville qui le fait, sans complaisance aussi pour les partis de gauche et directions syndicales. On pourra y regretter l'absence de perspectives mais ne reflète-t-il pas encore, aujourd'hui, ce mouvement qui cherche sa voie ?

Editions
La pensée sauvage
BP 11
38 640 Claix



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

111^e épisode

Il est vrai que les vieux n'en sont pas encore à manger du tréfé (1), mais combien de galopins s'empiffrent de saucisson de porc, cette viande maudite par le Seigneur ! Pouah ! c'est répugnant rien que d'y penser. Et le rabbin Boruch, en colère, donne un coup de pied à un cochon qui fouille avec zèle un tas de fumier, à la recherche de sa pitance. Oui, le rabbin n'est pas très content que Bérezdov soit devenu un chef-lieu de district. Un tas de communistes sont arrivés de partout : ils chambardent tout, et il n'y a pas de jour qui n'apporte un nouvel ennui. Hier encore, il a vu un nouvel écriteau sur la porte de l'ancienne propriété du pope : « Union communiste de la jeunesse ukrainienne. Comité de district de Bérezdov. »

Cet écriteau n'annonce rien de bon. Tout à ses pensées, le rabbin ne remarque qu'au dernier moment un avis collé sur le portail de sa synagogue.

« Aujourd'hui, au club, assemblée publique de la jeunesse travailleuse. Un rapport sera présenté par le président du Comité exécutif, Lissitsyne, et par le camarade Kortchaguine, secrétaire intérimaire du comité de district du Komsomol. Après la réunion, séance artistique avec le concours des élèves de l'école secondaire. »

Rageusement, le rabbin arrache la feuille.

« Voilà, ça commence ! »

Le grand jardin de la propriété du pope entourait de deux côtés la petite église. Au fond se trouvait une grande maison bâtie à l'ancienne, dont les pièces vides, sentant le renfermé et distillant l'ennui, avaient été habitées naguère par le pope et son épouse, vieux et tristes comme leur maison elle-même, depuis longtemps fatigués l'un de l'autre. L'ennui se dissipa dès que la maison reçut ses nouveaux hôtes. La grande salle où les maîtres pieux de céans ne recevaient des invités que les jours des fêtes religieuses ne désemplissait plus : la maison du pope était devenue le siège du Comité du Parti de Bérezdov. A droite de la grande entrée, la porte d'une petite pièce portait

(1) Nourriture interdite par la loi religieuse aux Israélites : viande de porc, mélange de viande et de lait, etc. (N. d. T.)

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

cette inscription à la craie : « Comité de district du Komsomol. » On pouvait souvent y voir Kortchaguine, qui cumulait les fonctions de commissaire politique du 2^e bataillon de préparation militaire et de secrétaire du comité de district du Komsomol, récemment constitué.

Huit mois s'étaient écoulés depuis la soirée chez Anne. Cela semblait dater d'hier. Kortchaguine écarta une pile de papiers, se laissa aller en arrière dans le fauteuil et s'abandonna aux souvenirs...

Le silence régnait dans la maison. La nuit était avancée et le comité du Parti désert. Trofimov, le secrétaire du comité, resté en dernier, était parti depuis peu et Kortchaguine se trouvait seul. La lampe à pétrole, posée sur la table, éclairait la

pièce surchauffée. Pavel revivait en pensée les derniers événements. Au mois d'août, le collectif des ateliers l'avait envoyé à Lékatérinoslav avec un train-atelier, comme responsable du Komsomol. Et, jusqu'au cœur de l'automne, cent cinquante hommes se déplacèrent de gare en gare, éliminant les traces de la guerre, débarrassant les voies des wagons brûlés et détruits. Ils allèrent ainsi de Sinelnikovo à Pologui. Là, dans l'ancien royaume du bandit Makhno, avait sévi une rage de destruction. A Gouliai-Polié, ils mirent une semaine à réparer le socle en maçonnerie du réservoir d'eau, puis à « rapiécer » les flancs de la citerne, éventrée à la dynamite. Le monteur-électricien ignorait l'art et les difficultés du métier d'ajusteur, mais ses mains armées d'une clé anglaise vissèrent des milliers d'écrous rouillés.

Vers la fin de l'automne, le train rentra aux ateliers. Et cent cinquante paires de mains reprirent leur travail habituel.

Pavel commença à venir plus souvent chez Anne. Le pli de son front disparut et on entendit souvent son rire communicatif.

De nouveau, ses frères barbouillés de mazout écoutèrent ses récits sur les lointaines années de lutte. Sur les tentatives faites par la Russie révoltée des serfs, des paysans, pour renverser le monstre couronné. Sur les révoltes de Stenka Razine et de Pougatchev.

A SUIVRE

Marée noire DEUXIEME VAGUE

● Les communiqués officiels commençaient à triompher sur le nettoyage des plages bretonnes. On voulait ainsi ignorer que la moitié seulement du pétrole déversé par l'Amoco Cadiz avait été ramassé : le reste se promenait encore en mer. Les vents ayant tourné, le pétrole a de nouveau recouvert les côtes dans la région de Portsall. Pire encore : des zones au sud de l'épave, qui n'avaient

pas été contaminées jusqu'ici, se trouvent à leur tour envahies par le mazout. C'est l'île de Sein qui est maintenant touchée, ainsi que la région de l'Aber Ildut. A moins d'un renversement des vents (qui risquerait encore de n'être qu'un répit), la rade de Brest elle-même se trouve sous la menace.

Particulièrement léger, le pétrole de l'Amoco, qui se mélange ainsi à l'eau de mer, se trouve ainsi à

nouveau au bout de quelque temps, rassemblé en nappes lorsque le temps devient plus calme : on n'a décidément pas fini de subir les conséquences de l'attitude criminelle de la Shell. D'autant qu'il faut en plus compter avec la pollution — moins visible que celle des côtes — de l'eau de mer elle-même, et des fonds marins.

La marée expérimentale

«Ils veulent réduire la colère des pêcheurs»

● Sur la côte Nord du Finistère, du Conquet à Roscoff, en passant par Molène, Portsall, et Mogueriec, la pêche c'est surtout le crustacé : crabes ou araignées le plus souvent, mais aussi langoustes et homards. Une pêche à 6 ou 8 avec une centaine de casiers chacun, à une distance de 25 à 40 milles au large depuis Ouessant jusqu'aux îles anglo-normandes. Deux fois par mois aux «mortes eaux» c'est-à-dire aux plus fortes marées du mois, ils partent, par équipage de 7 ou 8 pour une huitaine de jours.

PARTIRA OU PARTIRA PAS ?

Aujourd'hui, il faut se décider : partira ou partira pas ? La sortie coûte un million et demi par bateau (appâts, matériel, etc.), quelques centaines de matelots sont au travail, et même si on ramène de la marchandise sera-t-elle consommable ? D'ailleurs il suffira de passer à travers une nappe la nuit en rentrant pour que le pétrole pénètre dans la cale, celle-ci étant par obligation un vivier flottant, puisque l'eau y pénètre par le fond. D'autres questions aussi font réfléchir : des colonies de crustacés ont certainement souffert de la toxicité certaine de ce pétrole ; la ponte quant à elle est vraisemblablement compromi-

se du fait des dégâts importants sur les champs d'algues, y détruisant toute vie. Mais la question se pose : «Ne vaut-il pas mieux laisser les survivants avoir leur chance de pondre l'année prochaine, au lieu de les décimer encore plus ?» Dernier obstacle : le revenu de l'équipage entier dépend moins du volume de la pêche que des cours du marché. En effet, la paye se fait par un partage en parts (la moitié pour le patron et le matériel, une part et demie ou deux parts suivant le matelot). Avec les cours qui sont loin d'être au mieux, tout semble déconseiller une sortie.

Tout, tout sauf une chose, et elle est de taille : le chantage sur les indemnités. Sous le prétexte

d'évaluer le préjudice, les pouvoirs publics ont réuni à Brest le 11 mars, les grands patrons pêcheurs à la tête des comités locaux de pêche, et des représentants de la CFDT des pêches. La décision est prise : partir jeudi matin 13 avril pour faire seulement deux jours de pêche, pour tester les fonds. C'est ce qu'ils appellent une «marée expérimentale». Tous les bateaux parti-

LA COLERE DES MATELOTS

Pourquoi deux jours ? Les matelots n'en reviennent pas ! Ils étaient déjà hostiles à un départ, certains demeurent toutefois hésitants à cause du chantage ou ne croyant guère aux indemnités, et puis décidés à tenter le coup.

D'autres plus jeunes sont hostiles et déterminés à entamer la lutte par delà les directions syndicales avec l'appui des comités anti-marée noire auxquels ils commencent à porter de plus en plus de sympathie. Pour ces derniers, la réponse est rapide : ils ne veulent pas partir, déjà un équipage avec son patron y est déterminé. Il ne faut pas en effet confondre les armateurs et certains patrons qui ne possèdent qu'un seul bateau qu'ils ont acheté à crédit, tel le cas de M. Salaun à Roscoff qui le partage avec ses deux frères ; ils l'ont acheté il y a six mois, avec quelques centaines de casiers à 120 F pièce, à crédit eux aussi. Cette situation est assez proche de celle des matelots. Au fil des discussions surgissent des réflexions qui commencent à se développer.

Parlant des directions syndicales : «Ils parlent, ils parlent, on les a vus aux dernières marées noires, deux manifs en un mois, de belles paroles et puis ça s'est tassé. Ils ne valent rien, les indemnités, on sait à qui elles vont, ceux qui ont le bras long. Déjà les hôtels, les gros commerçants voient des chèques arriver, alors qu'ils ont les curieux de Paris qui sont venus pour voir la marée noire.» La patronne d'un petit café se félicite, d'avoir fait de bonnes recettes avec les journalistes

Par Jean-Jacques KERSICIEN



et les curieux à Portsall : «Ici, on est rien pour le gouvernement, il nous reste 2 % peut-être de la pêche des crustacés en France. Alors qu'on en faisait auparavant 90 % !».

Deux jours seulement en mer, cela sent la manœuvre. Que peut-il se passer ? Quelques bateaux prendront des crabes, certaines zones du large sont encore peu touchées pour ce qui est des fonds. Mais en deux jours seulement, ce sera le fait de quelques-uns ; ceux-là c'est certain, voudront rester pour la huitaine. D'autres rentreront. Voilà qui risque de diviser les pêcheurs ! Et les mass-médias mettront en valeur les bonnes pêches : un bateau rentrant avec une bonne pêche sera la cible des caméras et des journalistes. Et même si du mazout entre dans la cale en rentrant au port, la télévision racontera qu'avec les dispersants, dans un mois il n'y aura plus rien. Cela pour faire attendre et pour réduire la colère des pêcheurs. On a dit un peu partout que les armateurs allaient se reconverter, par exemple dans la pêche au thon comme dans le sud Finistère. Mais réarmer un bateau coûte très cher et la concurrence serait grande avec le sud. Alors, aller au large de la Mauritanie par exemple, aux crustacés ? «Non, il faut voir que nous ne connaissons pas les lieux de pêche là-bas, il faut connaître les coins, et le matériel ne serait pas le même, sans compter

que les langoustes là-bas ne sont pas aussi chères, qu'elles sont déjà très exploitées. Non, on est pratiquement condamné à pêcher ici et nulle part ailleurs et les armateurs aussi. Les armateurs importants ont donc intérêt à collaborer avec le pouvoir : en échange d'avoir brisé notre colère, ils auraient

des aides pour ne pas couler financièrement.

L'État s'en tire puisque n'importe comment, il aurait eu à le faire, et il gagnera sur nos indemnités et surtout sur notre colère qui, alliée à celle des goémoniers, des comités anti-marée noire, peut faire mal, très mal !».

L'indemnisation des marins-pêcheurs et des goémoniers

Le comité anti-marée noire de Brest pose des questions

Sur quelle base les indemnités vont-elles se faire entre les différentes catégories salariales ? Exemple : quelle indemnité recevront les ouvriers saisonniers, ostréiculteurs en chômage technique ? et les marins-pêcheurs en cas de mévente ? — L'indemnisation va-t-elle régler tous les problèmes ? — La baisse de la pêche cotière conséquence inévitable de la pollution peut-elle être uniquement compensée par les indemnités ? — N'entraîne-t-elle pas de fait l'élimination des goémoniers, des petits pêcheurs côtiers qui ne pourront pas réarmer pour la pêche au large ou dans un autre port ?

— La pêche au large va-t-elle pouvoir se poursuivre dans les mêmes conditions :

a) Dans l'immédiat, même si les lieux de pêche ne sont pas pollués que va-t-il se passer si les marins pêcheurs passent par les zones polluées et ramènent des pêches invendables ? Procès verbal ? Remboursement de la cargaison ?

b) A long terme : l'usage de détergents a des conséquences sur les stocks de poisson, la pêche peut les supprimer et la reproduction risque de ne pas être assurée. Conséquence : il faudra pour les pêcheurs changer de zone de pêche et perdre ainsi toute l'expérience acquise par les générations passées.

Mystérieuse et dramatique pollution au large du Brésil

Un produit dont les émanations ressemblent à celles de l'amoniaque, crée des effets catastrophiques sur plusieurs kilomètres de côtes du Brésil et de l'Uruguay. Déversé à la mer, il cause la mort de milliers de poissons, de phoques, d'oiseaux, etc... et même d'animaux qui vivent à l'intérieur des terres, chevaux, chiens...

Plusieurs personnes ont dû être hospitalisées et plusieurs familles ont quitté les lieux. Les pêcheurs ont interrompu leurs activités.

Les expulsions reprennent

La période électorale passée, le printemps de retour, les expulsions reprennent. Les flics sont intervenus mercredi matin, dès 8 heures, pour expulser violemment les habitants de trois immeubles de la place d'Alleray à Paris.

C'est sans ménagement que cette intervention a eu lieu, les flics brisant à coups de hache les portes des appartements pour les brûler sur les trottoirs, tandis qu'ils faisaient murer en toute hâte les portes des immeubles. L'expulsion s'est faite sans avis et sans délai, contrairement à la promesse de la mairie du 15^e. Les occupants n'ont pu, de ce fait, saisir les tribunaux pour obtenir un «référé délai». Un photographe qui suivait les opérations s'est fait saisir un film par les mêmes flics.

Une nouvelle saison pleine de perspectives pour les flics et d'incertitude pour les habitants des immeubles qui font la convoitise des promoteurs.